



Novembre 2015. N° 139. Prix 1€

PERSPECTIVES

éducation formation



Mutations 2016

Sommaire

- p. 2 Actualités
- p. 3 Édito
- p. 4/5 Premier et second degrés
- p. 6 NT
- p. 7 CPE
Santé publique
- p. 8 Retraités
- p. 9 La Collective
- p. 10 RESF

p. 11 à 35 - **Mouvement 2016 :
Premier et Second degrés / ASS**

p. 36 Coordonnées académiques

Solidarité face à la peur !

La CGT Educ'action exprime sa compassion et sa solidarité à toutes les personnes qui sont touchées par les odieux attentats du 13 novembre, aux familles des victimes et à tous leurs proches.

Ces prochains jours seront consacrés en France au deuil national. La CGT Educ'action prendra toute sa part dans ce deuil et appelle les personnels à participer aux initiatives qui seront organisées en ce sens.

En urgence, le gouvernement met en place des mesures pour assurer la sécurité des populations. S'il est nécessaire de prendre de telles mesures, la CGT Educ'action réaffirme que les réponses de fond et dans la durée ne sont pas à chercher dans la remise en cause des libertés publiques.

La réponse est dans le combat de tous les amalgames, les réactions racistes, les stigmatisations des musulman-es que ces actes visent à alimenter. Ce sera notre rôle, en tant que militantes et militants, personnels de l'Education nationale, auprès de nos élèves. Nous serons présent-es auprès des personnels pour les aider en ces heures difficiles. Nous demandons au ministère de l'Education nationale de permettre ces moments de réflexion et qu'il soit réellement aux côtés des personnels pour ne pas les laisser seuls.

Les personnels doivent être aidés pour répondre au défi qui est devant nous. L'école seule ne changera pas la société, mais elle peut contribuer au mieux vivre ensemble.

Au-delà de certaines attitudes provocatrices propres à l'adolescence, les propos et réflexions de certains jeunes nécessitent échanges et éventuelles confrontations. Nous serons vigilant-es à ce que la réponse ne soit pas la répression. Être éducateur-trice, c'est d'abord comprendre le point de vue de l'enfant, du jeune, comprendre ce qu'il exprime et pourquoi il l'exprime, en saisir la part de vérité, pour l'aider à avancer. Le dialogue et le débat, sur une base rationnelle, doivent toujours être la réponse qu'on apporte à la jeunesse.

Les auteurs de ces attentats se réclament de "Daesh", organisation criminelle et totalitaire qui se revendique de la religion pour mieux mener sa guerre contre les peuples. Ce terreau trouve un écho parmi des personnes désespérées qui se font embrigader dans une logique mortifère.

La CGT continuera donc plus que jamais à défendre au quotidien les valeurs de solidarité, de paix et de fraternité. Elle appelle au soutien des peuples de Syrie, d'Irak, du Liban, de Palestine, de Turquie et du peuple kurde pour la défense de leurs libertés et droits démocratiques.

Le mouvement syndical français et mondial doit s'unir dans cette période. Les messages de condamnation et de soutien arrivés de nombreux pays du monde, montrent que c'est possible et indispensable.

Montreuil, le 16 novembre 2015

À remettre à un-e militant-e CGT
ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous



PEF 139

Je souhaite :

- ✓ me syndiquer
- ✓ prendre contact

Mme / M

Nom

Prénom

Adresse personnelle

.....

CP

Commune

Grade ou corps

Discipline

Établissement (nom/adresse)

.....

.....

CP

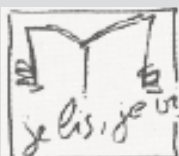
Commune

)

E-mail

@

CGT Educ'action - 263, rue de Paris
case 549 - 93515 Montreuil cedex



Syndicat de la
Presse Sociale

Directeur de publication : Alain Vrignaud - Rédactrice en chef : Pauline Schnegg
Conception de la "Une" : Bertrand Verhaeghe - Maquette : Annie Balbach - Périodicité : bimestrielle
CPA : 0620 S 07375 - ISSN : 1250 - 4270 - Imprimerie IMPROFFSET - Grigny (91)
CGT EDUC'ACTION - 263, rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Tél. : 01 55 82 76 55 - Télécopie : 01 49 88 07 43 - Mél : unsen@ferc.cgt.fr - Internet : www.unsen.cgt.fr

Éditorial



Catherine Bartoli
Secrétaire nationale

Peu après la journée de mobilisation nationale du 23 septembre organisée par la CGT sur le thème "Pas de conquêtes sociales sans libertés syndicales", six syndicalistes d'Air France ont été arrêtés à leur domicile au petit matin, comme des délinquants, et placés en garde à vue. Leur crime ? Avoir manifesté avec les autres salarié-es de la compagnie contre la suppression programmée de 2 900 emplois ! Le gouvernement, relayé par les media, s'est empressé de condamner la violence, celle attribuée aux manifestants bien sûr, mais n'a pas condamné la violence sociale de la perte d'emploi des salarié-es d'une entreprise qui fait des bénéfices.

Alors que le taux de chômage vient d'atteindre un nouveau record, que la croissance peine à redémarrer, on ne peut que constater l'échec des politiques mises en œuvre, en particulier celle patente du pacte de responsabilité qui, avec les 40 milliards d'euros offerts aux entreprises sous forme de réduction d'impôts et de baisse des cotisations ne fait qu'enrichir les actionnaires au détriment de l'emploi et des salaires. C'est ce que la CGT a dénoncé lors de la journée d'action interprofessionnelle du 8 octobre pour la défense des salaires, de l'emploi et de la protection sociale.

Le rééquilibrage des comptes des régimes de retraites complémentaires ARRCO et AGIRC, que la CGT n'a pas signé, a été fait selon les desiderata du MEDEF et le budget 2016 qui annonce toujours plus d'austérité est dans la même continuité.

Le "dialogue social" prôné par ce gouvernement n'est qu'un affichage de communication et nous nous félicitons du refus de la CGT de participer à la Conférence sociale dans le cadre contraint imposé qui n'offrait aucune perspective pour les salarié-es.

Dans l'Éducation, la ministre continue ses réformes, passant outre le mécontentement grandissant des personnels, malgré une nouvelle forte journée de mobilisation nationale le 10 octobre contre la réforme du collège.

La ministre réduit le dialogue social à peau de chagrin à l'instar du Premier ministre qui prône le passage en force pour mettre en œuvre l'accord minoritaire sur le PPCR.

La réforme territoriale, mise en place sans réelle concertation, ne devrait pas concerner l'Éducation nationale, selon les annonces faites par le ministère. Dans le cadre des mutations des enseignant-es, les règles du mouvement inter académique n'ont pour l'instant pas subi de grand changement. Mais le silence du ministère sur les fusions de services des rectorats suscite l'incertitude sur la mobilité des personnels administratifs dans un avenir très proche.

La CGT Educ'action refuse toutes ces contre-réformes et elle sera aux côtés des salarié-es pour construire les ripostes nécessaires.

Montreuil, le 10 novembre 2015

Réaffirmons l'inclusion... mais dans le bon sens !

La circulaire n°2015-129 du 21 août 2015 transforme officiellement les CLIS (Classe pour l'Inclusion Scolaire) en ULIS école (Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire), transformant ainsi une classe en un dispositif d'inclusion scolaire. Ce n'est pas un simple changement de nom, mais bien une transformation de la vision de l'inclusion.

Ainsi, les élèves ne sont plus affecté-es dans la Classe d'Inclusion Scolaire, mais directement dans leur classe de référence en fonction de leur âge. Désormais on n'inclut plus dans la classe ordinaire, mais on inclut dans le dispositif adapté. Cette vision nie complètement les difficultés des élèves. Elle impliquera de casser les repères des élèves et risque de les maintenir en échec, voire d'aggraver leur difficulté. Si les élèves relevant de ce dispositif sont toujours orienté-es par la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) et si le nombre maximum d'élèves dans ces dispositifs est toujours limité (12 en école et 10 au collège), il y a fort à craindre que cela évolue défavorablement quand on connaît les très longues listes d'attente d'élèves devant bénéficier du dispositif. Si la CGT Educ'action se félicite de voir que le ministère ne souhaite toujours pas comptabiliser les élèves des ULIS dans les effectifs d'une école (choix important notamment lors des opérations carte scolaire et des choix de suppression de classes), elle s'étonne que l'effort de gommer les différences ne soit pas poussé au bout du raisonnement. À moins que la précision de la circulaire (*une attention particulière doit être portée pour les écoles qui possèdent une ULIS*) ne soit un mauvais signal...

Ce changement de fonctionnement entraîne également un changement de fonction de l'enseignant-e spécialisé-e d'ULIS. Non seulement, il ou elle peut encore faire classe (vous noterez le "peut"), mais en plus, il/elle aura désormais deux autres fonctions : celle de coordonnateur-trice des inclusions et celle de personnel ressource. C'est un véritable changement pour ces collègues qui ne sont pas formé-es à ces missions. On risque fort de voir tourner une véritable usine à gaz, où le/la coordonnateur-



trice passera plus de temps à remplir les projets d'inclusions qu'à faire classe auprès des élèves. Concernant la troisième fonction, celle de personnel ressource, elle est applicable dans l'école, mais aussi dans la circonscription. Elle a pour objectif d'aider les enseignant-es en milieu ordinaire à trouver des solutions pour montrer comment se passer de lui/elle et donc de l'adaptation pour les élèves ! Une aberration. Ce n'est pas sans nous rappeler le sort réservé aux personnels des RASED (Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté) qui ont été transformés en coordonnateur-trice pour justifier la suppression depuis 2010 de nombreux postes de maîtres-ses spécialisé-es. On peut aussi s'inquiéter du sort des AESH (Accompagnants des Elèves en Situation de Handicap) qui n'apparaissent que faiblement dans la circulaire et qui devraient s'occuper de

12 élèves réparti-es dans toute l'école...

Avec un tel dispositif, c'est toute la portée de l'enseignement adapté qui est remise en cause. C'est prendre le risque de casser un outil qui a fait ses preuves (comme la SEGPA) et qui rassure à la fois les élèves et les parents. Cette circulaire n'a rien d'anodin et aura un impact beaucoup plus important dans les écoles que celui qu'avaient les CLIS. Cela va demander beaucoup plus de travail de

préparation et de concertation aux enseignant-es qui n'en manquent déjà pas. En effet, rappelons quand même que les ULIS sont le plus souvent implantées dans des zones déjà en difficultés. **On peut donc s'inquiéter du suivi de ces élèves, dilué-es dans les classes : comment organiser sa prise en charge dans l'ULIS auprès de l'enseignant-e spécialisé-e et comment organiser l'intervention de l'AVS ?**

La CGT Educ'action reste favorable à la CLIS et à son rôle d'inclusion, même si cela peut être amélioré. Avec une CLIS, l'élève pouvait être inclus en classe ordinaire en fonction de ses progrès et l'enseignant-e spécialisé-e était à même d'impulser une dynamique. Aujourd'hui, avec les ULIS école, c'est l'inverse qui risque de se produire.

La CGT Educ'action rappelle que les enseignant-es spécialisé-es doivent prioritairement enseigner dans les classes auprès des élèves et ne doivent pas se perdre dans des fonctions floues de coordonnateur-trice ou de super conseiller-ère pédagogique du handicap.

François-Xavier Durand

Bac pro 3 ans : un bilan pour rien ?

Le ministère vient d'ouvrir enfin (!) les discussions autour de la réforme de la voie professionnelle. Celles-ci ont débuté à la mi-octobre et se poursuivent par une série de réunions thématiques.

La CGT Educ'action, qui réclame depuis longtemps qu'il y ait un bilan de cette réforme désastreuse, a participé à ces premières réunions. Elle a demandé que le cadre de discussion, aujourd'hui très limité, soit bien plus large que celui donné par le Cabinet de la ministre.

À travers cinq fiches, envoyées aux organisations syndicales, le ministère fait un constat des effets de la réforme. La CGT Educ'action retrouve, pour partie, dans ces fiches, les critiques qu'elle formule depuis 2009 comme, par exemple, celles sur les flux d'élèves orientés vers la voie pro -ils sont en baisse, contrairement à l'objectif avancé par Darcos en 2007- et les difficultés dans la recherche des entreprises pour les PFMP (Périodes de Formation en Milieu Professionnel). Mais les conclusions du ministère ne sont pas les nôtres ! Et pour cause, depuis l'arrivée de Peillon en 2012, le gouvernement n'a jamais voulu faire un véritable bilan. Il se satisfait de ce que la droite a mis en place précédemment. C'est vrai également pour les deux autres réformes du lycée -voie générale et voie technologique- comme pour la réforme du collège que tente d'imposer Najat Vallaud Belkacem et qui reprend beaucoup de points des trois réformes du lycée.

Dans les thèmes prévus par le Cabinet, et sur lesquels la DGESCO (Division Générale de l'Enseignement Scolaire) doit discuter, il n'y a rien sur la durée du cursus du bac pro amputé d'une année de formation, la ministre ne souhaitant pas revenir

sur ce point. Pour nous, c'est pourtant une question majeure. Nous ferons tout pour obtenir, dans l'ensemble des filières, des possibilités de parcours en 4 ans pour les élèves qui aujourd'hui ne peuvent réussir en 3 ans.

Sur les PFMP, dont le ministère reconnaît qu'elles posent problème, cela passe, pour la CGT Educ'action, par une réduction de 22 à 16 semaines. Enfin pour les CCF, à part des modifications actées à cette rentrée, rien n'est prévu, ce qui ne correspond absolument pas aux attentes fortes des collègues sur cette question. D'autres thèmes, comme l'AP (Accompagnement Personnalisé) qui sont transversaux aux différentes réformes, seront abordés.

Le Cabinet a souhaité que les premières réunions ne soient consacrées qu'à la classe de seconde professionnelle. Elle attend des propositions des organisations syndicales. Cette méthode ne nous convient pas et nous l'avons clairement exprimé. Il ne s'agit pas, pour nous, de faire des "adaptations" marginales à cette réforme qui est globalement mauvaise. Il faut que le ministère accepte à la fois une remise en cause du tout CCF, de l'AP, une réduction des PFMP et la remise en place de parcours en 4 ans là où ils ont totalement disparu (quand il n'existe pas de CAP). **Cela ne sera possible que si l'intervention des personnels l'y oblige. Cela passera obligatoirement par leur mobilisation !**

Alain Vrignaud

Toulouse, académie pionnière de la pagaille et des faux-semblant

Partout en France, les personnels de collège se mobilisent contre la réforme du collège, qui vise à mettre en concurrence les disciplines, les personnels, les collèges via l'autonomie des établissements, de fait celle des chefs d'établissement. Et ce n'est pas de l'incompréhension, comme on a pu l'entendre dire du côté du gouvernement.

■ **À Toulouse, les collègues ont très vite eu l'occasion de "vivre" ce nouveau pouvoir donné aux principaux-ales.**

Dès la rentrée 2014, tous les élèves de 5^e ont commencé l'apprentissage de la LV2, à raison de 2 h par semaine. En "échange", les 6^e n'ont plus que 3 h de LV1 (au lieu de 4). Les classes bilangues ne sont plus financées par le rectorat, mais sur les crédits d'autonomie de chaque établissement. Cette expérimentation s'est faite sans aucune concertation avec les enseignant-es de langue, annoncée quelques jours avant les votes des répartitions des heures. Le bilan (mauvais, aux dires des collègues, car 2 h par semaine n'est pas suffisant pour l'apprentissage d'une langue) s'est fait dans la

précipitation, en demandant aux enseignant-es de n'évaluer que les classes comprenant moins de 24 élèves.

■ **"Pionniers" dans l'application de la réforme du collège ?**

En mai-juin 2015, la rectrice s'est targuée d'avoir un nombre important d'établissements prêts à être "pionniers" dans l'application de la réforme du collège. Information étonnante si l'on en juge la forte mobilisation le 19 mai dernier, contre la réforme. Dans de nombreux cas, les chefs d'établissement se sont portés candidats, sans même en aviser leur équipe ! Quelle belle démonstration de démocratie.

Chaque établissement expérimente un aspect de la réforme : là les EPI (Enseignements Pratiques Interdisciplinaires), ailleurs une organisation par compétences de l'enseignement des langues... Malgré les nombreuses motions votées en CA, les protestations des collègues, ces expérimentations sont mises en place dans un grand nombre de collèges.

■ **Faire croire que les enseignant-es adhèrent à la réforme du collège**

Le but de la rectrice de Toulouse, avec l'aide des chefs d'établissement, est de faire croire que les enseignant-es adhèrent à la réforme du collège. Or, les expé-

riences menées diffèrent souvent de la réalité de la réforme. Les "EPI" dans un établissement de Toulouse se font en co-intervention, en plus des heures de cours des élèves, ce qui ne sera pas le cas avec les EPI de la réforme. Les 2 h de LV2 "gagnées" en 5^e seront en partie récupérées en passant de 3 h à 2 h 30 hebdomadaires en 4^e et en 3^e. On veut nous faire accepter la réforme par des mensonges et des fausses vérités. Mais tout ce que ces expérimentations nous en montrent, c'est une "tambouille" propre à chaque collège, préparée par le chef d'établissement.

Avec des formations qu'on nous impose par l'intermédiaire des principaux-ales, sous la pression, on nous force à accepter cette réforme, au prix de divisions au sein des équipes par l'instauration de hiérarchies intermédiaires chargées d'organiser les formations. Mais à Toulouse comme ailleurs, nous n'acceptons pas cette réforme et résistons.

Ni conseil pédagogique, ni formations obligatoires : nous ne voulons pas mettre en œuvre la réforme des collèges, nous voulons son abrogation !

*Sabrina Roche, Sden 31
professeure d'Espagnol en collège*

Augmentation du nombre de candidat-es aux concours : et après ?

Le ministère de l'Éducation nationale s'est félicité d'une hausse du nombre de candidat-es pour les concours : 81 140 inscrit-es dans le 1^{er} degré (+ 14 %) et 99 169 dans le 2nd degré (+ 10 %).

On note une augmentation sensible du nombre de candidat-es dans le premier degré pour certaines académies (Reims + 34 %, Guyane + 26 %, Créteil + 17 %) ou disciplines du second degré (mathématiques + 16 %, lettres modernes + 8 %, anglais + 8 %).

Pour autant la "crise du recrutement" est loin d'être terminée. En effet, une augmentation du nombre de candidat-es ne signifie pas que les jurys joueront pour une fois le jeu des recrutements. Par ailleurs, permettre un recrutement massif veut dire aussi mettre aux concours un nombre de postes suffisant. Or, sur ce point, le gouvernement est non seulement encore loin de ses promesses mais surtout ne permet pas de compenser une hausse démographique... bref, les recrutements annoncés restent insuffisants.

Alors, oui on peut se réjouir de la hausse du nombre de candidat-es, mais pour autant, la crise du recrutement est loin d'être terminée...

Pour la CGT, il faut rendre encore plus attractifs les métiers de l'Éducation nationale. Cela passe par une hausse des salaires car sinon, comment penser recruter plus alors même que le pouvoir d'achat des personnels a perdu 15 % depuis 2000, avec un point d'indice gelé depuis 2010 ? Il faut proposer une formation réellement qualifiante et personnalisée : la CGT revendique un recrutement niveau licence, et une formation comme fonctionnaire stagiaire de deux ans validée par un Master.

Précarité : mobilisation !

Mercredi 4 novembre, à l'initiative de la CGT, nous étions nombreuses et nombreux devant les DASEN contre la précarité des personnels AESH ¹.

L'intersyndicale (CGT-SUD-FO-FAEN) a exigé de mettre fin au plan social en cours.

Samedi 5 décembre, la FERC-CGT appelle à participer à la manifestation nationale contre le chômage et la précarité qui se tiendra à 14h30 au départ de Stalingrad à Paris.

Ensemble, engageons un mouvement large contre la précarité !

¹ *Accompagnants des Elèves en Situation de Handicap*

Matthieu Brabant

Académie de Créteil

L'indemnité spéciale de sujétion ZEP ou ECLAIR est retirée aux personnels non-titulaires

Une clause de sauvegarde permet aux agent-es titulaires affecté-es dans des établissements classés dans les anciennes nomenclatures de l'éducation prioritaire de garder le bénéfice de l'indemnité complète jusqu'en 2018, puis dégressive jusqu'en 2020. Mais les agent-es non-titulaires, eux/elles, se voient retirer sur leur salaire d'octobre l'indemnité perçue en septembre ! Le rectorat considère que ces personnels sont nouvellement affectés, même si ils étaient déjà dans l'établissement en 2014-2015, ajoutant ainsi du mépris pour l'engagement de ces collègues dans leurs établissements à la précarité !

La CGT Educ'action Créteil revendique encore et toujours l'égalité de traitement entre titulaires et non-titulaires, et exige dans l'académie de Créteil :

- l'application immédiate de l'heure de décharge pour les agent-es contractuel-les ayant des services sur plusieurs établissements : le décret du 20 août 2014 fixant les obligations réglementaires de service des enseignant-es du second degré doit s'appliquer à tous les enseignant-es du second degré ! Le ministère doit tenir ses engagements,
- le maintien des indemnités des ex-dispositifs de l'éducation prioritaire pour tous/toutes les non-titulaires à égalité de traitement avec les titulaires et avec reversement immédiat des indemnités de septembre et d'octobre.

La CGT Educ'action Créteil, en tant que première force syndicale chez les non-titulaires, est déterminée à obtenir la satisfaction de ces revendications. C'est dans l'unité que nous gagnerons l'égalité des droits !

→ Non-titulaires : à nous de gagner l'égalité des droits !

Matthias Perez

La nouvelle circulaire métier des CPE

Les discussions sur le devenir de notre métier ont été nombreuses ces dernières années, du fameux projet de Vie scolaire, à la tentative d'assimiler les CPE à des personnels de direction, d'installer des adjoint-es chargé-es de la sécurité, sans parler des termes issus de la formation managériale qui sont apparus. Les risques d'ouvrir des débats sur la réécriture de la circulaire étaient nombreux.

Deux années de discussion pour voir aboutir la nouvelle circulaire métier¹ qui reconnaît clairement le rôle pédagogique des CPE et de sa primauté sur l'administratif. Les CPE sont rattaché-es aux équipes pédagogiques.

La circulaire fait référence au décret de 1970, mais aussi à des principes importants de la circulaire de 1982 et place "l'ensemble des responsabilités exercées par la ou le CPE dans le cadre général de la Vie scolaire". Les missions ont été redéfinies en tenant compte du référentiel de compétences mis en place en 2013 que la CGT Educ'action souhaite voir abroger.

Tout au long de ce travail de réécriture, la CGT a apporté ses contributions et envoyé une série d'amendements portés par nos revendications.

Tous n'ont évidemment pas été actés, mais nos contributions, notre vigilance ont permis de gommer une partie du vocabulaire d'origine managériale qui polluaient la première version du texte, d'empêcher que les CPE deviennent des recruteurs-trices, des adjoint-es de sécurité. Non, les CPE ne sont pas des chef-fes de service. Les CPE restent des animateurs-trices de l'équipe dite de Vie scolaire dont les personnels sont avant tout des AEd...

L'un des points incontournables pour nous, était que soit enfin actée la diminution du temps de travail par un texte clair sur les 35 h. Trop nombreux sont les conflits sur la mise en place de nos emplois du temps, les arbitraires de chef-fes en notre défaveur.

Pour la CGT, si l'introduction dans le texte des "35 h hebdomadaires à l'em-

ploi du temps" a le mérite d'être enfin claire et doit servir de base aux revendications de nos collègues, ça ne suffit pas. Nous continuerons à réclamer une vraie réduction du temps de travail, incluant toutes les tâches confondues en intégrant toutes les réunions auxquelles les CPE doivent siéger lorsqu'ils ou elles y sont membres de droit, donc une récupération des heures lorsqu'il y a un dépassement.

La CGT s'est opposée à ce que la semaine de vacances, en tant que variable d'ajustement pour les personnels, puisse permettre d'introduire une sorte d'annualisation de notre travail comme le proposait une des organisations présentes autour de la table des négociations (un forfait de 35 h devait permettre de récupérer une partie des dépassements horaires). Nous continuons de réclamer un passage à 35 h toutes tâches confondues sur 36 semaines, plus une (pour préparer la rentrée), avec la suppression du service de petites vacances.

Il nous faudrait d'ailleurs réfléchir à une réduction à 32 h dans nos repères... ce qui serait enfin une avancée sociale.

Nous continuons à revendiquer un taux d'encadrement qualifié d'unique au ministère, à savoir un-e CPE au minimum par établissement, un-e pour 250 élèves.

La reconnaissance de notre métier passe aussi par une revalorisation salariale. L'administration a proposé que l'indemnité forfaitaire des CPE soit alignée sur la part fixe de l'ISOE. La CGT Educ'action revendique une véritable augmentation des salaires pour tous-tes et ne saurait se contenter des quelques euros mensuels "généreusement" proposés par le ministère.

La CGT continuera à faire entendre sa voix, sa différence...

François Quinchez

¹ La circulaire Métier n° 2015-139 du 10.08.2015 est parue au BO du 28.08.2015

Santé publique : l'état coupable

Lors du groupe de travail n° 12 sur les missions des infirmier-es, la CGT est intervenue longuement sur la référence faite au "capital santé", à propos duquel nous sommes supposé-es informer les élèves, afin que celle-ci soit supprimée du texte. Le ministère, dans la continuité de sa politique, a maintenu cette approche sémantique.

Pour la CGT, cette notion ne fait reposer la responsabilité de sa santé que sur l'individu ; il lui revient donc d'adapter ses choix en fonction des contraintes qui lui sont propres, et, en fonction du capital de départ, de rationaliser les envies et surtout les besoins. Comme dirait Coluche, "dites-moi de quoi vous avez besoin, je vous dirai comment vous en passer !".

Ainsi, dans une sorte d'amnésie collective, puisque seule la CGT a demandé la suppression de cette expression, les représentant-es du ministère comme les représentant-es des autres syndicats ont fermé les yeux sur le fait que le capital santé est avant tout indexé sur les inégalités sociales.

Aucune des lois promulguées depuis des décennies n'est allée dans le sens d'un mieux-être social, toutes les politiques d'austérité que nous subissons ont gommé les perspectives optimistes. Combien d'études dénoncent l'absence de soins pour des milliers d'enfants (notamment les soins dentaires) ? Combien soulignent le coût de l'éducation ? Combien traitent de malnutrition, de mal vivre, de mal-être ? Pourtant on parle de besoins fondamentaux qui, faute de moyens, ne sont pas satisfaits.

La santé des élèves ne peut être réduite à un concept sociologique qui prône l'individualisme et qui désengage l'état de ses responsabilités. C'est en partant des besoins et en se donnant les moyens de les satisfaire que l'on crée les bases collectives d'une autre politique de santé publique.

Sandrine Sconamiglio

Les retraité-es dans l'action

Les retraité-es étaient dans l'action le **8 octobre avec la CGT pour défendre l'emploi et le pouvoir d'achat**, 2 000 manifestants à Nantes (article Ouest-France du lendemain). L'Union Confédérale des Retraité-es CGT avec l'ensemble des autres organisations syndicales et associatives de retraité-e-s a déposé plus de 100 000 cartes pétitions à l'Élysée le 1^{er} octobre. Sur cette carte apparaissait notre revendication de revalorisation des pensions et retraites au 1^{er} janvier. Je pense que vous vous souvenez que nos pensions n'ont pas été revalorisées depuis 3 ans, et en octobre la dernière fois.

VICTOIRE...

Petit rappel : pour les actif-ves, gel du point d'indice depuis 2010. Cette revendication a été entendue.

Circulaire interministérielle

N°DSS/SD3A/2015/299 du 1^{er} octobre 2015 relative à la revalorisation des pensions de vieillesse au 1^{er} octobre 2015

Date d'application : 1^{er} octobre 2015

NOR : AFSS1523214C

Classement thématique : assurance vieillesse

Publiée au BO : oui

Déposée sur le site circulaire.legifrance.gouv.fr : oui

Catégorie : Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : Les pensions de vieillesse du régime général sont revalorisées du coefficient de 1,001 au 1^{er} octobre 2015.

Vous avez bien lu : 0,1 %

- Soit, par mois :**
- 0,80 centimes pour le minimum vieillesse,
 - 1,50 € pour une pension d'instituteur,
 - 2 € à plus pour les pensions supérieures à 2 000 € (les nantis !).

Belle conception du dialogue social !

Info : la MGEN est porteuse d'un projet de "Crédit d'impôt Santé". La CGT Educ'action va se rapprocher de la MGEN pour soutenir cette initiative.

Mardi 24 novembre 2015
journee d'action retraité-es

Roland Pacoutet, Trésorier SNR

Marc Le Roy



Ensemble, revendiquons l'égalité salariale !

Lors du Conseil National de l'Union de la CGT Educ'action d'octobre 2015, un atelier s'est réuni sur le thème de l'égalité salariale dans l'Éducation nationale, dans le cadre de notre campagne démarrée depuis la rentrée scolaire.

Si des constats sur le terrain ont pu être faits, cela a été aussi l'occasion de réfléchir à des pistes d'actions syndicales concrètes sur différents thèmes.

Tout d'abord le fait que, dans notre champ, des métiers soient très féminisés (PE en maternelle, Infirmière, Assistante sociale, ADJAENES,...) demande peut-être des actions spécifiques et des revendications sur les inégalités salariales.

► **Dans le déroulement de carrière**, des inégalités Femmes/Hommes sont souvent détectées dans l'accès à la Hors Classe (HC) et cela demande de s'y intéresser en vérifiant que ce décalage existe dans l'académie, en corrélant avec l'équilibre F/H dans le corps. Mais ce constat d'inégalité dans l'accès à la HC impose aussi de s'intéresser au déroulement de carrière en recherchant notamment ces inégalités en amont, dès le début de la carrière, lors des passages d'échelon.

Autre constat : les salariées accèdent moins à la "mobilité promotion" ; le rapport Femmes/Hommes est inversement proportionnel à la hauteur de l'indice. Il faut donc interroger aussi les modes de communication de l'employeur sur les possibilités de promotion interne.

Enfin les alourdissements de la charge de travail, la multiplication des primes et heures supplémentaires participent nettement au creusement des inégalités de carrière. L'exemple des IMP peut être intéressant à observer.

► **Lors du mouvement des personnels du second degré**, dans le barème de mutation, les points attribués pour le Rapprochement de Conjoint (RC) sont très importants et systématiquement très au-dessus des points attribués dans le cadre de l'autorité parentale unique ou le **Rapprochement de la Résidence de l'Enfant** (RRE). Les justificatifs demandés sont un vrai casse-tête et très intrusifs sur la vie personnelle des collègues. Les familles monoparentales sont de plus en plus nombreuses et leurs conditions de vie sont très difficiles (les familles monoparentales sont encore dans leur immense majorité des femmes seules avec des enfants à charge). L'accès à la mobilité géographique devrait être donné à égalité avec les familles composées de deux parents habitant ensemble, si elles estiment que cela permettra l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Cela pourrait faire l'objet d'une réflexion pour voir dans quelle mesure les élu-e-s nationaux-ales puis académiques pourraient intervenir sur cette question notamment lorsque les circulaires sont discutées.

► **Concernant la médecine du travail**, on constate tout d'abord que les médecins de prévention sont en nombre insuffisant, ils/elles sont contractuel-les et sont majoritairement des femmes.

Lors d'une situation de grossesse, les enseignant-es ne peuvent pas bénéficier du report du congé maternité si celui-ci se déroule tout ou partie des congés d'été, la question ayant été tranchée au Conseil d'État. En revanche, tous les autres personnels du ministère peuvent en bénéficier.

Par ailleurs, toutes les salariées ont droit à un suivi médical de grossesse précoce, puis à une décharge de temps de travail et à l'adaptation du poste de travail : ce sont souvent des droits méconnus et inutilisés.

Pour toutes les collègues en situation de précarité, le congé maternité ne doit pas donner lieu à une interruption de contrat ; quelle que soit leur situation, elles doivent absolument se voir proposer un contrat à la fin du mois d'août. D'autre part, il y a lieu pour les élu-es CAPA d'être vigilant-es sur l'augmentation des notes administratives même lorsque la collègue a été en congé maternité sur une longue période de l'année

► Enfin, il convient d'être particulièrement attentifs-ves **aux collègues précaires** (CUI, AED, souvent des femmes). Au vu de leurs difficultés, il pourrait être intéressant de creuser la question des droits syndicaux dont ces personnels sont totalement écartés.

La mobilisation AESH du 4 novembre a été l'occasion de porter des revendications spécifiques : par exemple, une action est menée dans un SDEN pour faire changer la manière de comptabiliser le temps de travail en y intégrant des heures hors élèves ; c'est important car ces personnels sont très souvent à temps partiel et les salaires sont très bas (SMIC horaire).

► **Au final**, il paraît tout de même évident que le premier travail est de relever et quantifier les inégalités nationale-ment et dans les académies. Des outils existent (méthode Clerc, construction de graphiques,...) et une formation sur ces outils pourrait aider les camarades dans cette démarche.

Cette réflexion va se poursuivre lors de la journée de formation, organisée à Montreuil le 10 décembre 2015 par la CGT Educ'action en présence de Rachel Silvera (Économiste, maître de conférences à l'université Paris-Ouest/Nanterre/La Défense et chercheuse associée au centre d'économie de la Sorbonne).

Marie Buisson et Nadine Castellani Labranche

Mineures isolées étrangères... et en prison

La loi "Protection de l'Enfance", que le gouvernement a fait adopter avec un amendement légalisant les tests d'âge osseux¹, revient devant l'Assemblée nationale le 19 novembre. Une nouvelle fois, un amendement demandant leur interdiction sera déposé.

Quatre parlementaires ont visité Ruth et Thérèse, mineures étrangères, sœurs déclarées majeures et incarcérées à la prison de Lyon-Corbas.

Comme leur statut de parlementaire le leur permet, Fanélie Carrey-Conte (députée PS de Paris), Barbara Romagnan (députée PS du Doubs), Sergio Coronado (député EELV des français de l'étranger) et Noël Mamère (député EELV de Gironde) se sont rendu-es le 3 novembre à la prison de Lyon-Corbas. Ils/elles s'intéressaient en particulier à la situation

de deux jeunes détenues, Ruth et Thérèse, sœurs et mineures isolées étrangères, qui purgent les deux mois de prison ferme auxquels elles ont été condamnées pour, selon les autorités, avoir menti sur leur âge afin d'être prises en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et d'être scolarisées. Bref : deux mois de prison pour avoir voulu vivre en France, avoir un toit et aller à l'école...

Conduit-es par des militant-es RESF vers la prison, les député-es ont rencontré M^e Lambert, l'avocat des filles, et ont pu accéder à la cellule de celles-ci. Ruth a longuement raconté les persécutions dont leur famille a été victime, l'assassinat de leur père, la disparition de leur mère, les violences que Thérèse et elle ont subies. Arrivées à Lyon elles ont été prises en charge par l'ASE, mais Ruth a subi des tests

osseux qui l'ont déclarée majeure. Elle a été jugée en comparution immédiate le 15 septembre, condamnée à deux mois ferme et emprisonnée sur le champ. À la différence de sa cadette, Thérèse avait refusé les tests osseux, mais ses empreintes ont été retrouvées dans le fichier *Visabio*, qui rassemble les empreintes de tous les demandeurs de visas. Les empreintes lui attribuaient 35 ans et une autre identité.

Or, il est de notoriété que nombre de mineur-es, désirant se rendre en Europe, tentent d'abord d'obtenir un

ayant subi une enquête, dont quatre ont purgé des peines de deux à quatre mois de prison. Les quatre député-es ont bien l'intention de batailler pour faire adopter l'interdiction de l'usage de ces tests. Au Sénat, le 13 octobre, Laurence Cohen, élue Front de Gauche, avait proposé un amendement : *"L'évaluation tendant à la détermination de la minorité ne peut être effectuée à partir de données radiologiques de maturité osseuse ou à partir du développement pubertaire des caractères sexuels primaires et secondaires"*. Amendement rejeté en chœur par la majorité de droite et les élu-es proches du gouvernement.

La prochaine étape, c'est le nouveau passage à l'Assemblée nationale de la loi Protection de l'enfance. L'appel *Mineurs isolés étrangers : proscrire les tests d'âge osseux* doit donc continuer à circuler et à être massivement signé³ !

Pablo Krasnopolsky



Jean-Claude Saget

visa sous l'identité d'une personne majeure. Considérer cette identité d'emprunt comme la leur permet aux autorités d'exclure ces enfants de toute protection et, dans le cas lyonnais, de les condamner à des peines de prison. Thérèse a été condamnée à deux mois ferme le 22 septembre et mise dans la même cellule que sa sœur... façon pour l'administration pénitentiaire de reconnaître leur parenté même si la justice ne leur donne pas le même nom ! À elles deux, elles totalisent 91 jours de détention ! Selon M^e Lambert, la comparution immédiate de jeunes étrangers attestant de leur minorité est devenue courante : environ trois cas par semaine à Lyon, mais d'autres se sont produits à Orléans, Caen...

À leur sortie, les parlementaires ont tenu une conférence de presse en présence de six garçons, MIE ou ex-MIE²,

¹ Cf PEF n° 136, juin 2015, p. 28

² Mineur Étranger Isolé

³ <http://resf.info/P2852> (plus de 14 000 signatures début novembre)

Pour informer, alerter et convaincre, le RESF a publié aux Éditions de L'Harmattan "Déclaré majeur ! Les tests d'âge osseux alibi "scientifique" de la chasse aux jeunes isolés étrangers".



À mettre entre toutes les mains, notamment celles des député-es qui ne pourront pas dire : "Nous ne savions pas".



MOUVEMENT 2016

Pendant les travaux, la mutation continue..!

Le mouvement inter 2015, a été un peu plus "fluide" que les années précédentes, notamment, grâce au passage au mouvement de postes réservés jusque là à des stagiaires.

Cependant, il est resté difficile dans certains corps et dans certaines disciplines, notamment chez les PLP, 0%, de manière générale les changements d'académie sont de moins en moins fréquents depuis 2006.

De plus la situation des ex-contractuel-les lauréat-es d'un concours réservé ne s'est guère améliorée, les bonifications liées à leur ancienne situation restant insuffisantes et certain-es ont quitté une forme de précarité pour une autre liée à leur affectation, ce n'est pas tolérable !

Pour le mouvement 2016, il y a peu de changement dans le calcul du barème de mutation par rapport à l'année dernière. Les trois priorités légales imposées par la loi priment (situation de handicap, rapprochement de conjoint-e et exercice dans les quartiers difficiles). Les principales nouveautés de cette année sont une nouvelle disposition pour la séparation de conjoint-e et le plafonnement à 100 points de la bonification liée au vœu préférentiel (avec conservation des points acquis avant cette année).

Le mouvement 2016 semble être un mouvement de "transition" en attendant le mouvement 2017 où le cadre des priorités légales sera modifié et élargi.

Le Rapprochement de la Résidence de l'Enfant (RRE) n'est pas une priorité légale, il est bonifié pour les personnes élevant seuleS un ou plusieurs enfants. Cette bonification est de 150 points forfaitaires quel que soit le nombre d'enfants à charge, ce qui est moindre que pour un couple avec un enfant par exemple. **La CGT Éduc'action demande un alignement des bonifications RRE avec celles du rapprochement de conjoint-e avec enfant-s**, car les agent-es seul-es avec enfant ont le même besoin d'une attache géographique que les couples (pour se faire aider par des proches ou dans le cadre d'une garde alternée par exemple). Le cadre actuel des priorités légales de mutation nécessite le rapprochement de conjoint-e comme préalable à une priorité de mutation, il ne prend pas en compte la notion de famille avec la diversité que cela implique, il faut que cela change.

Pour les collègues qui vont muter en 2016, la diffusion par l'administration du projet de mouvement avant la tenue des CAPN et FPMN sous la forme d'une "info mobilité", bien qu'abandonnée par les académies pour le mouvement intra-académique depuis deux ans, est de nouveau reconduite pour le mouvement inter-académique. Cette décision politique, prise sous le quinquennat Sarkozy et dénoncée par la grande majorité des organisations syndicales, remet en cause le paritarisme et déstabilise les candidat-es à mutation en communiquant des résultats qui ne sont pas tous fiables. D'autre part, l'administration refuse toujours de communiquer sur le coût de cette "information".

Ce qui fait le mouvement, ce n'est pas le nombre de points au barème mais les capacités d'accueil des académies, et le ministère répartit celles-ci sur le territoire national. Cette répartition tient parfois de la gestion de la pénurie, en limitant les capacités d'accueil de certaines académies.

C'est un principe qui ne tient pas compte des conséquences humaines et qui, souvent, est inefficace, les collègues victimes de cette posture ne rejoignant pas toujours leur affectation !

C'est pourquoi les élu-es CGT Éduc'action veilleront à ce que le droit à muter soit bien réel.

Confier son dossier de mutation à la CGT Éduc'action, c'est faire confiance à la CGT pour défendre les droits des personnels et le service public d'éducation. N'hésitez donc pas à nous contacter, ou à conseiller de nous contacter, dans vos académies comme au niveau national, pour tout besoin d'aide dans vos démarches de mutation.

Le 13 novembre 2015

Les élu-es CAPN enseignant-es :

*Bouchra AMINE
Catherine BARTOLI
Philippe BRANCHE
Julie CARISIO
Dominique CHAUDOYE
Sylvain CLÉMENT
Bertrand DUPUIS
Jean-François PETIT
Quentin SEDES*

Les élues CAPN :

*Geneviève VANIGLIA et
Georgette LEBRUN (ADJAENES)
Magali GIORGETTI et
Marie-Dominique LEFRANC (AS)
Chrystelle RISSEL et
Sylvie MUTE (ATRF)*

Sommaire

p. 11	Édito
p. 12	Ouverture du serveur
p. 13	Qui participe à quoi ?
p. 14	Dépôt des candidatures
p. 15	Formulation des vœux
p. 16	Barèmes et types de demandes
p. 17	Stagiaires
p. 18	Affectation en éducation prioritaire
p. 19	Demandes au titre du Handicap
p. 20 à 22	Demandes à caractère familial
p. 23/24	Mouvement spécifique
p. 25/26	Outre-Mer (DOM, COM, POM)
p. 27	Mouvement Premier degré
p. 28	Enseignement à l'étranger/Andorre
p. 29/30	Assistants Sociaux et Conseillers Techniques de Service Social
p. 31/32	Personnels administratifs
p. 33	ATRF et TRF dans les EPLE Personnels de Santé Sigles
p. 34	Enseignement privé
p. 35	Récapitulatif du calendrier du Mouvement 2016.

► Mouvement Second degré des corps nationaux des personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation

Publication de la Note de Service au BOEN du jeudi 12.11.2015

➔ Le mouvement à gestion déconcentrée se déroule en deux phases :
une phase inter-académique suivie d'une phase intra-académique.

1^{ère} phase

POUR ENTRER dans une académie : mouvement INTER-académique

- ◆ **Inscriptions** - Ouverture du serveur SIAM sur "I-PROF" : du 19 novembre (12 h) au 8 décembre 2015 (12 h), pour le mouvement inter-académique et le spécifique national.
- ◆ **Mouvement** : mars 2016 dans le cadre des Commissions Administratives Paritaires Nationales (CAPN) et des Formations Paritaires Mixtes Nationales (FPMN).

⇒ Si vous postulez au **mouvement INTER** ou au **mouvement spécifique** et que vous devez communiquer avec le ministère, vous pouvez vous adresser au Bureau DGRH qui gère votre discipline.

Ministère de l'Éducation nationale - 72 rue
Regnault - 75243 Paris Cedex 13

• Bureau DGRH **B2-2** :

- Gestion des professeurs des disciplines littéraires, sciences humaines, EPS, documentation, éducation et orientation,
- Gestion des professeurs des disciplines scientifiques et technologiques et des professeurs de lycée professionnel.

• Bureau DGRH **B2-4** :

- Gestion des personnels détachés, mis à disposition.

Attention ! Le barème pour la phase INTER-académique est vérifié et acté en janvier dans l'académie de départ (et non au ministère).

Rapprochez-vous des élu-e-s CAPA CGT ! (coordonnées en dernière page)

2^{ème} phase

POUR ÊTRE AFFECTÉ-E dans l'académie obtenue : mouvement INTRA-académique

- ◆ **Inscriptions** - Ouverture du serveur : la durée d'ouverture est fixée par la note de service rectorale (cadrée, selon l'académie, entre mi-mars/mi-avril 2016).
- ◆ **Mouvement** : juin 2016 dans le cadre des Commissions Administratives Paritaires Académiques (CAPA) et des Formations Paritaires Mixtes Académiques (FPMA).

⇒ Si vous postulez au **mouvement INTRA**, il convient de vous adresser au rectorat de l'académie | obtenue, chaque académie ayant sa propre note de service en matière d'affectation des personnels.

► Qui participe à quoi ?

1^{ère} phase

→ Mouvement INTER

(du 19 novembre au 8 décembre 2015)

OBLIGATOIREMENT

→ Les stagiaires devant obtenir une première affectation en tant que titulaires à la rentrée et ceux dont l'affectation 2015 a été reportée (renouvellement...), sauf ex-titulaires enseignants, d'éducation ou d'orientation.

→ Les stagiaires affectés dans l'enseignement supérieur (en cas de recrutement dans l'enseignement supérieur à l'issue de leur stage, l'affectation inter sera annulée) et ceux placés en congé sans traitement pour exercer en tant qu'ATER¹, moniteur ou doctorant qui arrivent en fin de contrat (cf. annexe V du BO spécial mouvement).

→ Les titulaires :

- affectés à titre provisoire en 2015/2016, y compris les réintégrations tardives,
- affectés à Mayotte, à Wallis et Futuna ou mis à disposition de la Polynésie Française, de la Nouvelle Calédonie, en fin de séjour, qu'ils souhaitent ou non retrouver leur ancienne académie d'affectation,
- dont le détachement s'arrête le 31.08.2015, à l'exception des ATER (cf. annexe V du BO spécial mouvement),
- désirant retrouver une affectation dans le second degré et qui sont affectés dans un emploi fonctionnel, qu'ils souhaitent ou non changer d'académie, et ceux qui seront affectés en Andorre ou en écoles européennes,
- affectés dans un établissement privé sous contrat dans une académie autre que leur académie d'origine et qui souhaitent réintégrer l'enseignement public du second degré.

ÉVENTUELLEMENT

→ Les titulaires :

- souhaitant changer d'académie,
- souhaitant réintégrer, en cours de détachement, soit l'académie où ils étaient affectés à titre définitif avant leur départ (voeu prioritaire éventuellement précédé d'autres voeux), soit une autre académie,
- demandant une réintégration après disponibilité, congés, affectation dans un poste adapté courte durée (PACD ex-réemploi) ou longue durée (PALD ex-réadaptation) et qui souhaitent être réintégrés dans une autre académie que celle où ils sont gérés actuellement.
- demandant parallèlement un ou des postes spécifiques (cf. p. 23/24).

¹ attaché temporaire d'enseignement et de recherche

→ Mouvement spécifique national

(du 19 novembre au 8 décembre 2015)

OBLIGATOIRE pour les lauréats de la session 2015 du CAPLP et CAPET Arts appliqués, option "Métiers d'Arts".

2^{ème} phase

→ Mouvement INTRA

(mi-mars / mi-avril 2016)

OBLIGATOIREMENT

→ Les titulaires et stagiaires entrant dans une académie après la phase inter du mouvement, à l'exception de ceux retenus pour un poste spécifique.

→ Les personnels faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire.

→ Les stagiaires précédemment titulaires d'un autre corps d'enseignants, d'éducation ou d'orientation et ne pouvant rester sur leur poste, y compris les personnels issus du premier degré.

ÉVENTUELLEMENT

→ Les titulaires :

- souhaitant changer d'affectation au sein de leur académie,
- gérés par l'académie demandant une réintégration après disponibilité, congé avec libération de poste, affectation dans un poste adapté courte durée (PACD ex-réemploi) ou longue durée (PALD ex-réadaptation), ou affecté dans l'enseignement supérieur,
- gérés hors académie (détachement, affectation en COM), ou mis à disposition et sollicitant un poste dans leur académie d'origine.

→ Les fonctionnaires stagiaires affectés en qualité de titulaires dans une académie au 1^{er} septembre et placés, à cette même date et par cette même académie, en disponibilité ou congés divers, pourront ne participer qu'au mouvement intra de cette académie.

Mouvement 2016

► Dépôt de la candidature et formulation des vœux

Les demandes de mutation se font **exclusivement** sur internet, via l'outil de gestion *I-prof*, accessible à l'adresse suivante :

www.education.gouv.fr/i-prof-siam
du 19 novembre au 8 décembre (12 h).

Cet outil :

- propose des informations sur les procédures du mouvement,
- permet de saisir les demandes de première affectation et de mutation, et de prendre connaissance des barèmes retenus pour les projets de mouvement.

Un numéro de téléphone ministériel (0800 970 018) est mis à la disposition des candidats du 16 novembre jusqu'à la communication du résultat de leur demande.

■ Demandes tardives, modification de demande ou annulation d'affectation

En cas de force majeure, il est possible, dans la phase inter comme dans la phase intra, de déposer une demande tardive de participation au mouvement, une demande d'annulation ou de modification (art. 3 de l'arrêté relatif aux dates et modalités de dépôt des demandes de première affectation, de mutation et de réintégration pour la rentrée 2016) :

- pour l'inter, au plus tard le **jeudi 18 février 2016** (cachet de la Poste faisant foi),
- pour l'intra, dans les **délais fixés par le recteur**.

Mais ces deux types de demandes ne seront examinés que si vous pouvez invoquer les motifs suivants :

- décès du conjoint ou d'un enfant,
- perte d'emploi du conjoint ou mutation du conjoint dans un autre mouvement de personnels fonctionnaires,
- mutation non prévisible et imposée du conjoint,
- situation médicale aggravée,
- cas médical aggravé d'un des enfants,
- agent dont le conjoint est retenu sur un poste relevant du mouvement spécifique national.

■ Mouvement inter-académique

Vous ne pouvez formuler, en clair et sans codage, que des vœux académiques + Vice-Rectorat Mayotte (soit 31 vœux). Dans cette phase, il est impossible de cibler des vœux plus précis (département, commune, établissement). Ce n'est que dans la phase intra que cette possibilité vous sera "offerte". Les candidats titulaires ne doivent pas formuler comme vœu l'académie dans laquelle ils sont affectés. Ce vœu serait automatiquement supprimé ainsi que ceux qui suivent, à l'exception des agents actuellement en poste à Mayotte (*cf annexe VI du BO spécial Mouvement*). Les candidats affectés ou détachés outre-mer peuvent formuler des vœux autres que celui de leur académie d'origine, mais avant celle-ci et par ordre de préférence, puis terminer impérativement par leur académie d'origine. S'ils sont formulés après, ils seront supprimés. Si l'académie d'origine n'apparaît pas dans les vœux et qu'aucun ne peut être satisfait, il y aura alors **affectation en extension** (vœu d'académie non souhaitée).

■ Mouvement intra-académique

Le nombre de vœux à formuler, avec codage, dépend de la note de service rectorale (publiée selon les académies en mars ou avril 2016).

- Le répertoire des établissements est accessible sur *I-Prof*.
- **Le mouvement intra-académique débute dès la publication des résultats du mouvement inter-académique, donc mi-mars 2016, et s'achève fin juin, voire début juillet pour l'affectation des TZR. Le calendrier précis est spécifique à chaque académie, tout comme les règles de ce mouvement.**

Il est donc crucial de consulter les élus académiques dès réception de votre avis d'affectation afin qu'ils vous conseillent au mieux pour cette phase du mouvement, la plus complexe et la plus risquée, puisqu'elle déterminera votre affectation définitive.

En effet, si vous participez au mouvement intra après avoir obtenu une académie au mouvement inter, vous pouvez être affecté par extension sur un poste que vous n'avez pas demandé, dans un établissement relevant ou pas de l'éducation prioritaire (cela signifie que votre nomination s'effectue en examinant les possibilités en partant du premier vœu que vous avez exprimé, avec votre petit barème et en suivant une table d'extension académique).

Si vous êtes déjà titulaire d'un poste dans l'académie, vous ne participez qu'au mouvement intra, et ne pouvez être affecté que sur vos vœux.

Si vous n'obtenez pas satisfaction, vous conserverez votre affectation actuelle.

Les agents titulaires et néo-titulaires affectés dans une académie au 1^{er} septembre et placés, à cette même date et par cette même académie, en disponibilité ou congés divers ne participeront qu'à la seule phase intra-académique s'ils désirent obtenir un poste dans cette académie.

► Suivi de la candidature

■ Confirmation de la demande

Le rectorat envoie **un formulaire de confirmation** après la date limite de fermeture des serveurs. Vous devez remplir et signer le formulaire avant de le remettre au chef d'établissement, **avec les pièces justificatives demandées**. Le proviseur complète, s'il y a lieu, la rubrique éducation prioritaire.

→ *Au mouvement inter-académique*, le tout doit être retourné au rectorat par le chef d'établissement, au plus tard à la date fixée par arrêté rectoral.

→ *Au mouvement intra-académique*, les personnels nommés dans une nouvelle académie transmettent eux-mêmes leur dossier visé par leur chef d'établissement, au rectorat de l'académie d'arrivée avant la date fixée par le recteur.

Si vous n'êtes pas en mesure de fournir toutes les pièces justificatives en temps voulu, vous pouvez en informer, par courrier, le rectorat en justifiant cette impossibilité et en l'assurant d'un envoi ultérieur.

■ Calcul du barème

Le calcul et la vérification de l'ensemble des voeux et barèmes se font :

- dans l'académie de départ du candidat, y compris pour les candidats en première affectation,
- à l'administration centrale (DGRH B2-4) pour les personnels gérés hors académie.

Le barème apparaissant lors de la saisie des voeux correspond aux éléments fournis par le candidat et **ne constitue donc pas le barème définitif**.

■ Vérification du barème

Après vérification par les gestionnaires académiques, l'ensemble des barèmes calculés par l'administration fait l'objet d'un affichage sur *I-Prof* permettant aux intéressés d'en prendre connaissance et éventuellement d'en demander, par écrit, la correction avant la tenue du Groupe de Travail Académique (GTA) **où les élus de la CGT, auxquels vous avez confié vos dossiers, siègent et feront valoir vos droits**.

■ Affichage du barème

Après avoir recueilli l'avis des GTA, l'ensemble des barèmes arrêtés par le recteur fait l'objet, en janvier, d'un nouvel affichage sur *I-Prof*.

Dès lors, seuls les barèmes rectifiés à l'issue des GTA peuvent faire l'objet d'une ultime demande de correction par l'intéressé jusqu'à la fin de la période d'affichage dont la durée est fixée par arrêté rectoral.

Le recteur statue immédiatement sur ces éventuelles réclamations et arrête définitivement l'ensemble des barèmes qui sont transmis à l'administration centrale ; **ceux-ci ne sont pas susceptibles d'appel auprès de l'administration centrale**.

La Direction Générale des Ressources Humaines (DGRH B2-4) suit la même procédure pour les agents non affectés en académie.



Pour un meilleur suivi de votre demande de mutation, contactez la CGT Éduc'action dès la saisie de vos voeux sur *I-Prof* et :

- **envoyez votre dossier syndical, format papier (4 p. ci-joint), aux élus académiques (coordonnées en dernière page) ;**
- **saisissez votre dossier électronique pour les élus nationaux (www.unsenmutations.cgt.fr).**

Attention à la communication ministérielle !

Le ministère vous annonce votre affectation par SMS ou par mail, sur *I-Prof*, avant la tenue des commissions paritaires.

Nous vous rappelons que cette information n'est en aucun cas définitive.

Des modifications interviennent avant et pendant les CAPN et FPMN pouvant rendre caduque la mutation annoncée...

Soyez vigilant !

► Barèmes et types de demandes

■ Barème inter-académique

Les barèmes sont liés aux types de demande :

→ Barème de base

Il est commun à tous les candidats à une mutation.

Il est composé *obligatoirement* de :

A - Ancienneté de service

B - Ancienneté dans le poste

Et *éventuellement* de :

C - Affectation en éducation prioritaire.

Demande

pour convenance personnelle :

certain candidats, ne pouvant prétendre à aucune bonification particulière, n'ont que ce barème de base pour obtenir une mutation.

Hormis lorsque le candidat a droit à une bonification pour une affectation en éducation prioritaire (*cf page 18*), seuls les points d'ancienneté dans le poste et d'ancienneté d'échelon sont pris en compte.

→ Barème incluant des situations particulières ou familiales

D - Situation individuelle :

Stagiaires ; Vœu préférentiel ;
Retour de COM (Communauté d'Outre Mer) ; Originaires DOM/Mayotte ;
Vœu unique sur la Corse ;
Handicap ; Réintégration.

Chacune de ces situations correspond à un type de demande.

Exemple : le **vœu préférentiel** concerne les agents qui demandent plusieurs fois de suite la même académie en premier vœu (incompatible avec les demandes de rapprochement de conjoint ou de mutation simultanée).

Nouveauté 2016 : le vœu préférentiel est plafonné à 100 points maximum. Celles et ceux qui ont dépassé ce plafond ne conservent leur bonification 2015 que pour le mouvement 2016. À partir de 2017, le seuil des 100 points s'appliquera à tout le monde.

E - Situation familiale ou civile

1. Rapprochement de conjoints
2. Mutation simultanée
3. Résidence de l'enfant.

E-1 Demande de rapprochement de conjoints : pour faire ce type de demande, il faut que le conjoint soit dans une autre académie que celle où l'agent exerce, qu'il travaille ou soit inscrit à un Pôle Emploi ou en formation.

E-2 Demande de mutation simultanée : il faut que les deux agents (conjoint ou non conjoint) soient titulaires tous les deux dans le second degré, ou stagiaires tous les deux dans le second degré.

La mutation simultanée entre un agent titulaire et un agent stagiaire est toujours possible mais seulement si ce dernier est ex-titulaire d'un corps géré par le service des personnels de l'enseignement scolaire de la DGRH.

■ Hors barème

La **demande à caractère spécifique** concerne les agents qui veulent un poste spécifique (*cf p. 23/24*).

Classement des candidatures hors barème en fonction de la situation de chacun.

■ Barème intra-académique

Ce barème sera élaboré par chaque académie à partir de la note de service rectorale.

Afin d'en prendre connaissance, vous devrez vous adresser aux élus CAPA de l'académie où vous serez affecté après le mouvement inter-académique.

Reportez-vous aux pages intérieures de l'encart détachable
"Dossier Mutation 2nd degré 2016"

☞ *La CGT Educ'action reste attachée à ce que les barèmes soient cadrés nationalement. C'est une évidente garantie d'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire. Pourtant, la note de service du mouvement 2016, dans le cadre de la déconcentration de l'État, permet à chaque recteur de créer sa propre note de service. Ce type de fonctionnement, initié par Claude Allègre en 1998, permet de renforcer le pouvoir des recteurs et des proviseurs.*

► Stagiaires

Stagiaires du second degré, quel que soit le concours auquel vous avez été reçus, vous devez IMPÉRATIVEMENT participer aux mouvements inter-académique et intra-académique, même pour un poste spécifique (cf p. 23/24) pour obtenir une affectation.

■ Formuler des vœux

→ Pour le mouvement inter-académique (*obtenir une académie*)

Vous pouvez formuler jusqu'à **31 vœux par ordre de préférence**, soit les 30 académies et le vice-rectorat de Mayotte.

À la fin des opérations du mouvement, vous devez avoir une affectation. Si aucun de vos vœux n'est satisfait, votre demande est traitée selon la procédure dite "*d'extension des vœux*", en examinant les académies selon un ordre défini par l'administration (*tables d'extension au BO et sur SIAM*).

Pour éviter cette procédure où vos choix ne sont plus pris en compte, nous vous conseillons de formuler un maximum de vœux sur les 31 possibles.

→ Pour le mouvement intra-académique (*obtenir une affectation*)

Vous pouvez formuler des vœux sur des établissements précis, une ou plusieurs communes, un ou plusieurs groupements ordonnés de communes, un ou plusieurs départements, ou des zones de remplacement (commune, département, académie).

Attention : les règles sont variables d'une académie à l'autre.

■ Les bonifications du mouvement inter-académique

→ Les stagiaires demandant l'académie de leur stage ou l'académie d'inscription au concours bénéficient d'une bonification de 0,1 point.

→ Les stagiaires qui effectuent leur stage dans le second degré de l'EN ou dans un centre de formation des Conseillers d'Orientation Psychologues se voient attribuer, à leur demande, 50 points sur leur 1^{er} vœu à l'inter.

Attention : cette bonification, utilisable sur une période de trois ans, n'est valable qu'une fois. Par exemple, un stagiaire lauréat du concours en juin 2015 l'utilisera lors des mouvements 2016 ou 2017 ou 2018.

→ Les ex-enseignants contractuels de l'enseignement public du second degré de l'EN, ex-CPE contractuels, ex-COP contractuels, ex-MA garantis d'emploi ou ex-MI-SE, ex-AED, ex-AESH et ex-EAP ont une bonification en fonction de leur reclassement :

- jusqu'au 4^{ème} échelon : 100 points,
- au 5^{ème} échelon : 115 points,
- à partir du 6^{ème} échelon : 130 points.

Il faut justifier de services dont la durée, traduite en équivalent temps plein, est

égale à une année scolaire au cours des deux années scolaires précédant le stage. Les EAP doivent avoir deux années de service.

→ Les stagiaires précédemment titulaires d'un corps autre que celui des personnels enseignants, d'éducation ou d'orientation ont 1 000 points pour l'académie de l'ancienne affectation avant concours.

→ Les stagiaires en situation de handicap ou qui ont la charge d'un enfant malade ou en situation de handicap peuvent bénéficier d'une bonification de 100 à 1 000 points selon les situations (cf p. 19).

→ Les stagiaires du second degré peuvent prétendre à la prise en compte d'une année de séparation au titre de leur-s année-s de stage. En cas de renouvellement ou prolongation de stage, une seule année compte (cf p. 20/21).

→ Une bonification de 150 points sur le 1^{er} vœu et pour les académies limitrophes est possible pour le **rapprochement de la résidence de l'enfant** (cf. p. 22).

Situations particulières

→ Les stagiaires qui n'ont pu être évalués avant la fin de l'année scolaire (congé maladie, maternité,...) sont retirés du mouvement.

Ils seront affectés à titre provisoire dans l'académie où ils avaient commencé leur stage et devront, l'année suivante, participer de nouveau aux mouvements.

→ Les stagiaires qui ont été évalués positivement avant la fin de l'année scolaire terminent leur stage dans l'académie obtenue au mouvement inter-académique et sur le poste obtenu au mouvement intra-académique et seront titularisés en cours d'année.

→ Les stagiaires précédemment titulaires d'un corps de personnels enseignants, du 1^{er} ou du 2nd degré, d'éducation et d'orientation ne participent au mouvement que s'ils ne sont pas maintenus dans leur poste.

Complexité de la procédure, diversité des situations, importance de cette première affectation, vérification de votre barème... autant de raisons de prendre contact avec les élus paritaires académiques et nationaux de la CGT Educ'action.

(Coordonnées de toutes les académies en dernière page)

► Affectation en éducation prioritaire bénéficiant d'une bonification

En 2004/2005 est apparue l'APV (Affectation à caractère Prioritaire justifiant une Valorisation). Les APV regroupent des postes ZEP des établissements relevant du plan de lutte contre la violence. Avec la réforme de l'éducation prioritaire, ce dispositif disparaît. Il y a une transition pour les mouvements 2016 et 2017.

Au fil du temps, les dispositifs de l'éducation prioritaire mis en place dans les années 80 ont évolué, se sont remplacés ou superposés (ZEP, ambition réussite, ECLAIR...). En 2012, suite à un rapport diagnostic, le gouvernement s'est lancé dans une réforme de redéploiement de moyens, afin de :

- **resserrer le périmètre** (ajustement "aux écoles et collèges connaissant les plus fortes concentrations de défavorisés"),
- **réfléchir aux conditions d'exercice**, de rémunération des personnels,
- **renforcer le pilotage national** avec d'autres politiques publiques (ville, jeunesse...),
- **centrer l'usage des moyens** sur l'école primaire.

Depuis 2015, les établissements d'éducation prioritaire sont désormais classés : REP+ et ville / REP+ / Ville / Ville et REP.

Dans un contexte de restriction budgétaire, à moyens constants, les lycées et en particulier les lycées professionnels ont été, dans un premier temps, écartés de ce dispositif.

Suite aux interventions de la CGT Educ'action, un certain nombre d'établissements pourraient être maintenus en éducation prioritaire. Mais ceci est très nettement insatisfaisant et reste flou ! Pour tous les autres, c'est la sortie de l'éducation prioritaire et la fin des bonifications pour la mutation.

Pendant une phase transitoire (3 ans à partir de l'année dernière), une "clause de sauvegarde" est mise en place, les agents qui étaient affectés en établissement APV à la rentrée 2014, bénéficieront de la bonification liée à cette affectation jusqu'au mouvement 2018 (bonification de 60 à 400 points en fonction de la durée d'exercice en APV).

Pour le mouvement 2016, les agents exerçant depuis au moins 5 ans dans un établissement répondant à la nouvelle classification, ont droit à une bonification de :

- 320 points pour les affectations en REP+ ou Politique de la ville.
- 160 points pour les affectations en établissement classé uniquement REP.

Cette bonification peut s'appliquer aux établissements anciennement classés APV, la bonification la plus avantageuse est retenue.

• *Exemple 1* - Un agent qui exerce depuis au moins cinq ans dans un établissement qui, précédemment, n'avait aucun classement et qui est devenu REP+, a droit à une bonification de 320 points.

• *Exemple 2* - Un agent exerce depuis cinq ans dans un établissement qui était APV et qui est devenu REP+. Il a droit à une bonification de 320 points (ce qui est plus intéressant que 5 ans en APV).

À terme (à partir du mouvement 2018), les bonifications pour 5 ans en enseignement prioritaire seront les suivantes :

Classement de l'établissement	Bonification pour au moins 5 ans d'exercice
REP+ et ville / REP+ / Ville / Ville et REP	320 points
REP	160 points

Le nouveau dispositif ouvre donc le droit à moins de bonifications que l'APV.

■ Bonification APV pour les mouvements 2016 et 2018

Pour en bénéficier, il faut qu'à la rentrée scolaire 2014/2015 votre affectation ait été en établissement APV.

Le calcul de l'ancienneté se fait sur une période continue qui s'arrête l'année dernière. La bonification en fonction de l'ancienneté est la suivante :

1 an : 60 points ; 2 ans : 120 points ; 3 ans : 180 points ;
4 ans : 240 points ; 5 et 6 ans : 300 points ; 7 ans : 350 points ;
8 ans et + : 400 points.

■ Calcul de la bonification

- **Ne sont pas prises en compte, les périodes :**
 - de congé de longue durée,
 - de position de non-activité,
 - de service national,
 - de congé parental.
- **Sont prises en compte, les périodes :**
 - de congé de longue maladie,
 - de formation professionnelle,
 - de mobilité.

► Demandes formulées au titre du handicap

La procédure concerne les personnels titulaires, stagiaires ou leur conjoint-e bénéficiaire de l'obligation d'emploi, ainsi que la situation d'un enfant reconnu en situation de handicap ou malade. Elle s'appuie AUTOMATIQUEMENT sur un dossier médical.

→ Contenu du dossier médical

- La pièce attestant que l'agent ou son conjoint rentre dans le champ du bénéfice de l'obligation d'emploi. Il faut entreprendre les démarches auprès des Maisons Départementales des Handicapés **afin d'obtenir la Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH)** pour l'agent ou son conjoint, ou la reconnaissance du handicap pour l'enfant,

- tous les justificatifs attestant que la mutation sollicitée **améliorera les conditions de vie de la personne concernée**,

- s'agissant d'un enfant non reconnu handicapé mais souffrant d'une maladie grave, toutes les pièces concernant le suivi médical, notamment en milieu hospitalier spécialisé.

*En plus des attestations de professionnels de la santé, **quantifiez les conséquences de la prise en charge de votre situation** : combien de temps, d'argent consacré aux transports qui seraient évités en cas de mutation, combien de temps consacré aux soins par jour ou par semaine, etc.*

→ Déposer le dossier médical

- Auprès du médecin-conseiller technique du recteur de l'académie de départ, **en décembre 2015** (date prise dans la circulaire académique),

- si vous êtes détaché ou affecté en Collectivités d'Outre Mer (COM) : auprès du médecin conseil de l'Administration centrale, DGRH B2-2, 72 rue Regnault, 75243 Paris cedex 13, **au plus tard le 9 décembre 2015**.

*Les rectorats transmettent les dossiers retenus au ministère, après la tenue des groupes de travail académiques sur la vérification des vœux et barèmes : **il est donc impératif de fournir un double du dossier médical aux élus paritaires académiques CGT qui pourront défendre votre situation avec toutes les clefs en main.***

→ Traitement du dossier

- L'avis du médecin-conseiller technique n'est que consultatif. Ce sont les recteurs qui attribuent éventuellement une bonification de **1 000 points** sur la ou les académies dans lesquelles la mutation demandée améliorera la situation de la personne concernée, dans le cadre des groupes de travail académiques de vérification des vœux et barèmes.

- S'agissant des personnels détachés ou affectés en COM, la Directrice Générale des Ressources Humaines (DGRH) attribuera éventuellement cette bonification suivant la même procédure.

***Attention** : la reconnaissance RQTH est nécessaire pour pouvoir prétendre à la bonification de 1 000 points depuis le mouvement 2014 (auparavant la preuve du dépôt de la demande suffisait).*

En revanche, le fait d'avoir cette reconnaissance ne donne pas systématiquement droit à la bonification.

→ Les bonifications envisageables

- 100 points sont attribués sur tous les vœux pour les agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi,

- 1 000 points pour la ou les académies dans lesquelles la mutation demandée améliorera la situation de la personne en situation de handicap (ou malade pour un enfant).

Ces deux bonifications ne sont pas cumulables.

→ Bis repetita au mouvement intra

*Si vous obtenez votre mutation, le fait d'avoir obtenu au mouvement inter la bonification handicap **ne signifie pas qu'elle sera reconduite au mouvement intra-académique** où vous devrez, à nouveau, faire la demande et fournir les pièces justificatives.*

Notre employeur est soumis à une obligation de priorité de mutation pour le handicap. Il cherche à s'en soustraire en évoquant "le bon fonctionnement du service et la limite des capacités d'accueil des académies demandées".

Dans ce contexte, la précision et la cohérence des dossiers médicaux sont essentiels : n'hésitez pas à contacter vos élus CGT pour vous aider.

► Demandes à caractère familial

Trois types de demandes **non cumulables** :

- ❶ **le rapprochement de conjoints** (sont considérés comme conjoints : les personnes mariées, les personnes ayant établi un PACS, les personnes ayant un enfant né et reconnu par les deux parents),
- ❷ **la mutation simultanée,**
- ❸ **le rapprochement de la résidence de l'enfant.**



❶ Rapprochement de conjoints

Les demandes de rapprochement de conjoints ne sont recevables que sur la base de situations établies au 1^{er} septembre 2015.

Néanmoins, la situation de séparation justifiant la demande de rapprochement de conjoints peut intervenir après cette date, mais au plus tard au 1^{er} septembre 2016 sous réserve de fournir les pièces justificatives aux dates fixées par les recteurs pour le retour des confirmations des demandes.

Dans le cas particulier de deux agents des corps de personnels d'enseignement, d'éducation ou d'orientation du second degré, sont considérés comme relevant du rapprochement de conjoints les personnels affectés ou non à titre définitif, n'exerçant pas dans la même académie que leur conjoint, ainsi que les stagiaires sollicitant une première affectation dans l'académie de résidence professionnelle de leur conjoint.

Aucun rapprochement de conjoints n'est possible vers la résidence d'un fonctionnaire stagiaire, sauf si celui-ci est assuré d'être maintenu dans son académie de stage (stagiaire du second degré ex-titulaire d'un corps enseignant, d'éducation et d'orientation, professeur des écoles stagiaire).

Dans les autres cas, le conjoint doit exercer une activité professionnelle ou être inscrit comme demandeur d'emploi auprès du Pôle Emploi, après cessation d'une activité professionnelle.

En cas d'inscription auprès du Pôle Emploi, le rapprochement pourra porter sur la résidence privée sous réserve qu'elle soit compatible avec l'ancienne résidence professionnelle.

→ Pièces justificatives :

- photocopie du livret de famille ou extrait d'acte de naissance de l'enfant,
- les certificats de grossesse, délivrés au plus tard le 1^{er} janvier 2016, sont recevables à l'appui d'une demande de rapprochement de conjoints. Pour bénéficier de cette disposition, l'agent pacsé ou l'agent non marié doit joindre une attestation de reconnaissance anticipée avant le 1^{er} janvier 2016,
- attestation du Tribunal d'instance établissant l'engagement dans les liens d'un pacte civil de solidarité ou extrait d'acte de naissance portant l'identité du partenaire et le lieu d'enregistrement du PACS :
- **et, obligatoirement pour les PACS établis entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} septembre 2015**, une déclaration sur l'honneur d'engagement à se soumettre à l'obligation d'imposition commune signée par les deux partenaires,
- attestation de la résidence professionnelle et de l'activité professionnelle du conjoint (CDI, CDD sur la base des bulletins de salaire ou des chèques emploi service,...), sauf si celui-ci est agent du ministère de l'Éducation nationale. En cas de chômage, il convient en plus de fournir une attestation récente d'inscription au Pôle Emploi et de joindre une attestation de la dernière activité professionnelle, ces deux éléments servant à vérifier l'ancienne activité professionnelle du conjoint,
- pour les formations professionnelles, joindre une copie du contrat précisant la date de début de la formation ainsi que sa durée, et les bulletins de salaire correspondants. La procédure est identique en présence d'un contrat d'ATER, de moniteur ou de doctorant contractuel,
- pour les demandes de rapprochement de conjoints portant sur la résidence privée, toute pièce utile s'y rattachant (facture EDF, quittance de loyer, copie du bail...),
- pour les stagiaires, ex-contractuels, ex-MA garantis d'emploi, ex-MI-SE ou ex-AED : un état des services.

→ Bonifications :

- 150,2 pts sont accordés pour l'académie de résidence professionnelle du conjoint et les académies limitrophes.
 - Les candidats doivent impérativement formuler en premier vœu l'académie correspondant à la résidence professionnelle de leur conjoint.
 - Le rapprochement de conjoints peut porter sur la résidence privée dans la mesure où cette dernière est compatible avec la résidence professionnelle. Cette compatibilité est appréciée par les gestionnaires académiques au vu notamment des pièces fournies à l'appui du dossier.
 - 100 points sont attribués, par enfant à charge de moins de 20 ans, au 1^{er} septembre 2016.
 - Une bonification complémentaire de 200 pts est attribuée pour les demandes vers une académie non limitrophe dès lors que la séparation est effective sur des académies non limitrophes.
- Nouveauté 2016 : bonification de 100 points sur les départements non limitrophes d'une académie limitrophe.**

► Demandes à caractère familial (suite)

■ Prise en compte des années de séparation

Pour chaque année de séparation, la situation de séparation doit être égale à au moins six mois de séparation effective par année scolaire considérée. Toutefois, les agents qui ont participé au mouvement 2015, et qui renouvellent leur demande, ne justifient leur situation que pour la seule année de séparation 2015/2016. Ils conservent le bénéfice des années validées lors du mouvement précédent.

Les périodes de congé parental ainsi que les disponibilités pour suivre le conjoint seront comptabilisées pour moitié de leur durée dans le calcul des années de séparation.

- Pour les fonctionnaires stagiaires ex-titulaires d'un corps relevant de la DGRH, le calcul des années de séparation intègre l'année de stage ainsi que les années de séparation antérieures.
- Les fonctionnaires stagiaires ayant accompli leur stage dans le second degré, s'ils remplissent les conditions précitées, peuvent prétendre à la prise en compte d'une année de séparation au titre de leur-s année-s de stage.

En cas de renouvellement ou de prolongation de stage, les années de stage sont comptabilisées pour une seule année.

- Les départements 75, 92, 93 et 94 forment une même entité à l'intérieur de laquelle aucune année de séparation n'est comptabilisée.

Ne sont pas considérées comme des périodes de séparation :

- les périodes de disponibilité (autres que pour suivre le conjoint),
- les périodes pendant lesquelles l'agent est mis à disposition ou en détachement,
- les périodes de position de non-activité,
- les congés de longue durée et de longue maladie,
- le congé pour formation professionnelle,
- les périodes pendant lesquelles le conjoint est inscrit comme demandeur d'emploi (sauf activité professionnelle d'au moins 6 mois au cours de l'année scolaire considérée) ou effectue son service national,
- les années pendant lesquelles l'enseignant titulaire n'est pas affecté à titre définitif dans l'enseignement du second degré public ou dans l'enseignement supérieur,
- les années pendant lesquelles l'enseignant stagiaire est nommé dans l'enseignement supérieur.

Ces situations sont suspensives mais non interruptives du décompte des années de séparation.

Lorsqu'un candidat ayant formulé plusieurs vœux, obtient sa mutation pour une autre académie que celle du conjoint (sollicitée en vœu 1), les points des années de séparation peuvent être maintenus.

➔ Bonifications pour années de séparation (Barème 2016)

Années de séparation en activité	Année-s de séparation en congé parental ou disponibilité pour suivre le conjoint				
	0 année	1 année	2 années	3 années	4 années et +
0 année	0 année 0 pt	1/2 année 95 pts	1 année 190 pts	1 année 1/2 285 pts	2 années 325 pts
1 année	1 année 190 pts	1 année 1/2 285 pts	2 années 325 pts	2 années 1/2 420 pts	3 années 475 pts
2 années	2 années 325 pts	2 années 1/2 420 pts	3 années 475 pts	3 années 1/2 570 pts	4 années 600 pts
3 années	3 années 475 pts	3 années 1/2 570 pts	4 années 600 pts	4 années 600 pts	4 années 600 pts
4 années et +	4 années 600 pts	4 années 600 pts	4 années 600 pts	4 années 600 pts	4 années 600 pts

Cas particuliers

Dans le cas où un agent, au cours d'une même année, se trouverait en position d'activité et en position de congé parental, la situation retenue sera celle d'une durée supérieure à six mois.

Exemple : 5 mois d'activité et 7 mois de congé parental : 1/2 année de séparation sera comptabilisée.

Exemple de calcul

Vous êtes séparé 1 an en activité et 3 ans en congé parental ou en disponibilité pour suivre le conjoint.

Le ministère comptera : 1 an et la moitié des 3 ans, soit :
1 an + 1,5 an = 2,5 ans.

► Demandes à caractère familial (fin)

② Mutation simultanée

Sont considérés comme relevant de la procédure de mutation simultanée les personnels d'enseignement, d'éducation ou d'orientation du second degré dont l'affectation souhaitée est subordonnée à la mutation conjointe d'un autre agent appartenant à l'un de ces corps dans la même académie.

Les vœux doivent être identiques et formulés dans le même ordre.

Seuls, peuvent bénéficier de ces dispositions deux agents titulaires ou deux agents stagiaires, ou un agent titulaire et un agent stagiaire, mais seulement si ce dernier est ex-titulaire d'un corps géré par le service des personnels de l'enseignement scolaire de la DGRH.

→ Bonification :

Une bonification forfaitaire de 80 pts est accordée sur le vœu "académie", saisi en vœu 1, correspondant au département saisi sur SIAM *I-Prof* et sur les académies limitrophes, seulement pour les agents **conjoint** titulaires ou les agents **conjoint** stagiaires.

La mutation simultanée entre deux agents titulaires ou stagiaires non conjoints est toujours possible mais ne donne plus droit à bonification.

③ Rapprochement de la résidence de l'enfant

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter :

- l'alternance de résidence de l'enfant au domicile de chacun de ses parents (garde alternée),
- les droits de visite et d'hébergement du parent dont la résidence de l'enfant n'est pas fixée à son domicile.

Les situations prises en compte doivent être justifiées, par une décision de justice, pour les enfants de **moins de 18 ans au 1^{er} septembre 2016**.

Par ailleurs, la situation des personnes exerçant seules l'autorité parentale (veuves, célibataires...) ayant à charge un ou des enfants **de moins de 18 ans au 1^{er} septembre 2016** sera prise en compte dans les mêmes conditions sous réserve que la demande soit motivée par l'amélioration des conditions de vie de l'enfant (facilité de garde quelle qu'en soit la nature, proximité de la famille...).

→ Pièces justificatives :

- photocopie du livret de famille ou de l'extrait d'acte de naissance ou de toute pièce officielle attestant de l'autorité parentale unique.

- **Cas de la garde alternée ou conjointe :** justificatifs et décisions de justice concernant la résidence de l'enfant, les modalités d'exercice du droit de visite ou d'organisation de l'hébergement.

- **Cas des personnes isolées :** toute pièce attestant que la demande de mutation améliorera les conditions de vie de l'enfant.

→ Bonification :

Une bonification de **150 pts** est accordée sur le 1^{er} vœu et les académies limitrophes.

Le 1^{er} vœu doit impérativement correspondre à l'académie dans laquelle se situe la résidence de l'enfant ou, pour les personnes isolées, à l'académie susceptible d'améliorer les conditions de vie de l'enfant.

☞ **Pour un meilleur suivi de votre demande de mutation, contactez la CGT Educ'action dès la saisie de vos vœux sur *I-Prof* et :**

- **envoyez votre dossier syndical, format papier (4 p. ci-joint), aux élus académiques (coordonnées en dernière page) ;**
- **saisissez votre dossier électronique pour les élus nationaux :**

www.unsenmutations.cgt.fr



► Personnels candidats à un poste spécifique national

Titulaires ou stagiaires, vous pouvez demander une affectation ou une mutation sur un poste spécifique pour la rentrée 2016.



**Ouverture du serveur :
du 19 novembre au 8 décembre 2015**

Vous pouvez participer au mouvement spécifique et/ou au mouvement inter-académique.

Cependant, le mouvement spécifique est un mouvement à part entière : **en cas de pluralité de demandes, l'affectation sur le poste spécifique est prioritaire.**

Les affectations sur postes spécifiques sont prononcées au vu des dossiers personnels constitués par les candidats.

Trois étapes...

Les candidats doivent :

❶ mettre à jour leur CV en remplissant toutes les rubriques, notamment celles qui concernent les qualifications, les compétences et les activités professionnelles.

(Attention, ce CV sera consulté par les chefs d'établissement actuel et d'accueil, l'inspection et les recteurs chargés de mettre un avis ainsi que par l'Inspection générale et l'administration centrale qui sélectionnent les candidats),

❷ saisir, via *I-Prof*, 15 vœux maximum en fonction des postes publiés mais aussi des vœux géographiques (académie, départements, communes) en cas de postes libérés au cours du mouvement spécifique,

❸ rédiger **obligatoirement en ligne** une lettre de motivation en faisant ressortir leurs compétences.

Ce dossier doit comprendre toutes les pièces indiquées en Annexe II du BO spécial mouvement.

Ces postes sont affichés sur SIAM (à partir du 16.11.2015), mais plusieurs mises à jour sont réalisées jusqu'à la fermeture des serveurs.

■ Les demandes portent sur les postes suivants :

→ Postes en section internationale

Il est vivement conseillé aux candidats de prendre l'attache du chef de l'établissement sollicité pour un entretien.

→ Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et classes de BTS

Pour les CPGE, les candidats envoient au doyen de l'Inspection générale de la discipline, une lettre accompagnée des pièces qu'ils souhaitent porter à sa connaissance.

Les PLP peuvent désormais candidater en BTS.

→ Arts appliqués

Les candidats ne sont pas soumis à une condition d'ancienneté

d'exercice. Ils constituent un dossier de travaux personnels à caractère artistique ou pédagogique sur CD ou DVD. Ce dossier sera adressé, **avant le 11.12.2015**, à : Ministère de l'Éducation nationale - DGRH B2-2 - Pièce B 375 - 72 rue Regnault - 75243 Paris cedex 13.

C'est l'élément décisif du choix de l'Inspection générale.

Les lauréats de la session 2015 du CAPLP et CAPET Arts appliqués option Métiers d'arts, doivent candidater au Mouvement spécifique dans leur corps respectif.

→ Théâtre expression dramatique ou cinéma audiovisuel avec complément de service

Les candidats prennent l'attache, dans leur académie, de l'IA IPR en charge du dossier, du délégué académique de l'action culturelle (DAAC) pour un entretien. Ils devront assurer leur service principal dans leur discipline d'origine.

→ PLP dessin d'arts appliqués aux métiers

Les candidats rédigent en ligne une lettre de motivation et un dossier de travaux sous forme de CD ou DVD, faisant apparaître leurs compétences et illustrant leur maîtrise professionnelle. Les diplômes et les stages effectués doivent correspondre aux activités professionnelles et aux travaux professionnels présentés.

Le CD ou le DVD sera adressé, **avant le 11.12.2015**, à : Ministère de l'Éducation nationale - DGRH B2-2 - Pièce B 375 - 72 rue Regnault - 75243 Paris cedex 13.

C'est l'élément décisif du choix de l'Inspection générale.

→ PLP requérant des compétences professionnelles particulières

Ils rédigent en ligne une lettre de motivation faisant apparaître leurs compétences à occuper les postes sollicités. Les professeurs doivent être candidats dans leur discipline.

→ Chefs de travaux de LT, de LP, d'ÉREA (cf page suivante).

Il est conseillé de mettre à jour votre CV sur I-prof sans attendre l'ouverture des serveurs.

La détermination et le choix des candidats seront réalisés par des groupes de travail, après avis de l'Inspection Générale, qui auront lieu début février 2016.

Les élus CAPN participent à certains de ces groupes de travail.

Faites-leur parvenir votre dossier de candidature au mouvement spécifique.

► Personnels candidats à un poste spécifique (suite)

■ Les chefs de travaux... des fonctionnaires à part entière ?

Aujourd'hui, les candidatures sont nombreuses car les conditions de travail des enseignants se dégradent et cette fonction peut paraître plus confortable ! Mais qui voudrait, connaissant toutes les contraintes qui y sont liées, assurer cette charge... horaires à rallonge, responsabilités accrues, absence de formation, gestion des ressources humaines, du parc mobilier et immobilier, sécurité et hygiène, rédaction du document unique, formation des personnels affectés au secrétariat ?

→ Comment participer au mouvement 2016 des chefs de travaux ?

C'est un mouvement spécifique qui s'adresse aux professeurs agrégés et certifiés des disciplines technologiques et aux professeurs de lycée professionnel qui justifient d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans l'enseignement ou la formation

Ces enseignants doivent être reconnus aptes à exercer la fonction de chef de travaux et inscrits sur une liste d'aptitude rectorale (valable 3 ans), conformément aux dispositions de la circulaire 2011-215 du 1^{er} décembre 2011 portant sur la fonction de chef de travaux.

Les candidats font des vœux en fonction des postes publiés sur SIAM mais aussi des vœux géographiques qui seront examinés en cas de postes libérés par le mouvement.

De plus, les chefs de travaux titulaires de lycée peuvent demander des lycées professionnels, et les chefs de travaux titulaires de lycée professionnel des lycées techniques.

→ Le mouvement se fait en deux temps :

- ❶ Changement des affectations des titulaires de la fonction.
- ❷ Recrutement : étude des dossiers des candidats afin de pourvoir les postes laissés vacants.

Première phase - Les candidats rédigent une lettre de motivation expliquant leur démarche de mobilité, particulièrement lorsqu'ils demandent à changer de type de lycée. Ils indiquent alors les postes sollicités. Ils décrivent sommairement la structure pédagogique de leur établissement actuel.

Deuxième phase - Les candidats mettent à jour leur CV sur I-Prof (faire apparaître les activités significatives) et rédigent, en ligne, une lettre de motivation dans laquelle ils précisent leur vision de la fonction ainsi que les projets qu'ils envisagent de conduire.

Les candidats retenus sont nommés pour un an, puis confirmés dans la fonction par le recteur après avis de l'Inspecteur Pédagogique Régional de la discipline. Dans le cas d'un avis défavorable, le candidat sera réaffecté dans son académie.

Les candidats néo-recrutés sont maintenus deux ans, au moins, dans le poste après l'année probatoire.

Pour la CGT Educ'action,

le chef de travaux est un cadre supérieur qui doit bénéficier de conditions de travail conformes à ce niveau :

- formation initiale et continue adaptées à la fonction,
- salaire aligné sur le corps des agrégés,
- durée de travail hebdomadaire intégrant les revendications de la CGT sur la RTT,
- implantation d'un secrétariat technique.

La CGT Educ'action a dénoncé auprès du ministère et devant l'Inspection générale...

- Tous les postes spécifiques ont été retirés du mouvement inter-académique, ce qui a limité les possibilités de mutation.
- Depuis plusieurs mouvements, des postes spécifiques n'ont pas été pourvus.
- Une méconnaissance de l'étiquetage des postes et des personnels par les rectorats.
- Une méconnaissance des disciplines de recrutement des personnels par les rectorats.
- Le manque de publicité sur ces postes.
- Une méconnaissance de ce mouvement par les rectorats.
- Une lisibilité pas toujours évidente sur les serveurs académiques.

→ Pour la CGT Educ'action, il faut éclaircir le mouvement spécifique

"Les postes spécifiques existent mais nous constatons une déviance de ce mouvement" [...] "Nous souhaitons que ce mouvement soit plus transparent afin que les personnels fassent acte de candidature précise et que les élèves inscrits dans [les] sections spécifiques se retrouvent devant des enseignants qualifiés et non des personnels recrutés par les proviseurs et n'ayant pas obligatoirement les compétences nécessaires".

→ Pour la CGT Educ'action, il faut informer les candidats malheureux

"Le recrutement des chefs de travaux nécessite des avis motivés de la part des proviseurs, des inspecteurs et des recteurs. Très souvent, un des avis n'est pas renseigné ce qui entraîne la mise de côté du dossier. Les candidats non retenus ne sont pas informés. Il serait nécessaire que l'administration centrale communique afin que les personnels ne soient pas abandonnés sans information".

La mutation, la sélection et le recrutement des candidats sont effectués par la Direction Générale des Ressources Humaines et l'Inspection Générale au cours de groupes de travail auxquels la CGT participe.

► Départements, Collectivités et Pays d'Outre-Mer (DOM, COM, POM)

DOM

Guadeloupe / Guyane Martinique / Réunion Mayotte

Les candidats doivent participer au mouvement inter-académique, comme pour n'importe quelle académie via *I-Prof*. La durée d'affectation n'est pas limitée.

1 000 points de bonification sont attribués aux agents ayant fait reconnaître le centre de leurs intérêts matériels et moraux (CIMM) dans le DOM demandé. Une liste non exhaustive de critères pouvant être retenus est annexée à la note de service 2016.

• **Guyane** : bonification de 100 points sur tous les vœux à partir de 5 ans d'exercice en Guyane à compter du mouvement 2019.

• **Mayotte** : bonification de 100 points sur tous les vœux à partir de 5 ans d'exercice à Mayotte à compter du mouvement 2017.

Le décret 2014-729 du 27 juin 2014, a abrogé les dispositions du décret de 1996, impliquant notamment la suppression de la limitation de la durée de séjour. Ainsi les personnels qui sollicitent désormais Mayotte et qui y sont nommés resteront sur le territoire sans limitation de durée.

Les personnels qui recevront une affectation à compter du 1^{er} septembre 2016 pourront participer au mouvement national à gestion déconcentrée (MNGD) ultérieur dans les mêmes conditions que tous les autres demandeurs c'est-à-dire dès la première année d'affectation à Mayotte.

Ils pourront demander le retour dans leur académie d'origine lorsqu'ils le souhaiteront.

(La réintégration dans l'académie d'origine des agents en faisant la demande nous a été garantie par le ministère ; les élus CAPN CGT Educ'action veilleront au strict respect de cet engagement. Une circulaire à ce sujet est en préparation).

→ Pour Mayotte, consulter notre site :
www.cgteeducationmayotte.com
(notre section).

*Les conditions financières d'affectation à Mayotte se dégradent fortement, en particulier pour les couples. Cette problématique de l'attractivité du département a été abordée lors d'une réunion interministérielle le 29 septembre 2015. Les représentants du gouvernement ont refusé en bloc l'ensemble de nos revendications, renvoyant à une nouvelle réunion à l'automne 2017, soit après les élections présidentielle et législative !
La CGT Educ'action dénonce cette mascarade de dialogue social.*

COM

→ Saint-Pierre et Miquelon

Note de service du 12.11.2015

La demande de candidature est à déposer par voie électronique sur le site SIAT du ministère, **entre le 1^{er} et 14 décembre 2015**. Le dossier de candidature, une fois édité puis signé par l'agent, doit être remis en un seul exemplaire, accompagné des pièces justificatives (copies : du dernier rapport d'inspection et de la dernière notice annuelle de notation) au supérieur hiérarchique direct qui portera un avis motivé sur la candidature ainsi que son appréciation sur la manière de servir de l'intéressé. Les personnels

en disponibilité au moment du dépôt de leur candidature doivent transmettre leur dossier par l'intermédiaire du chef d'établissement ou de service de leur dernière affectation.

Prenez soin de garder une copie complète de votre dossier (avec l'avis du chef d'établissement) afin de nous la transmettre.

Les participants au mouvement affectés à Saint-Pierre et Miquelon relèvent de l'académie de Caen. La durée d'affectation n'est pas limitée.

→ Nouvelle Calédonie / Wallis et Futuna

Notes de service 2015-069 et 2015-070 du 16.04.15

La demande de candidature est à déposer par voie électronique sur le site SIAT du ministère, **première quinzaine de décembre**. Le dossier doit obligatoirement être **vérifié**, validé, édité et signé par le candidat puis remis dans le délai imparti **en deux exemplaires**, accompagnés des pièces justificatives au supérieur hiérarchique direct qui portera son avis sur la candidature de l'intéressé, ainsi que son appréciation sur la manière de servir de ce dernier. **Cet avis et cette appréciation doivent être motivés.**

Prenez soin de garder une copie complète de votre dossier (avec l'avis du chef d'établissement) afin de nous la transmettre.

- **Rentrée 2016**, le mouvement est déjà réalisé.

- **Pour la rentrée 2017**, la note de service précisant barème et conditions sera publiée mi-avril 2016.

Dorénavant **ces deux mouvements sont distincts**. Dans le cas d'une double candidature, l'affectation à Wallis et Futuna sera considérée comme prioritaire. Les agents nommés dans

une nouvelle académie au 1^{er} septembre 2014 suite à la phase inter-académique ne seront pas prioritaires pour obtenir une mutation en Nouvelle-Calédonie.

En application des dispositions du décret 96-1026 du 26 novembre 1996, la durée de la mise à disposition est limitée à deux ans avec possibilité d'un seul renouvellement.

L'année scolaire débute fin février et se termine mi-décembre.

La réintégration dans l'académie d'origine est de droit à l'issue du séjour.

Les personnels ayant déjà exercé leurs fonctions en qualité de fonctionnaire titulaire dans une collectivité d'outre-mer et qui ne se sont pas vu reconnaître le transfert du centre de leurs intérêts matériels et moraux (CIMM) dans ladite collectivité, **ne peuvent solliciter une affectation qu'à l'issue d'une affectation ou d'un détachement, en métropole ou dans un département d'outre-mer (y compris Mayotte) d'une durée minimale de deux ans.**

POM

→ Polynésie Française

Note de service du 12.11.2015

La demande de candidature est à déposer par voie électronique sur le site SIAT du ministère, **entre le 12 et le 20 novembre 2015**.

Le dossier papier, une fois signé par le candidat, doit être remis **en double exemplaire, avant le 23 novembre 2015**, accompagné des pièces justificatives au supérieur hiérarchique direct qui exprimera un **avis motivé** sur la candidature, ainsi que son appréciation sur la manière de servir de l'intéressé. Les personnels en disponibilité au moment du dépôt de leur candidature doivent transmettre leur dossier par l'intermédiaire du chef d'établissement ou de service de leur dernière affectation.

C'est le ministère de l'Éducation polynésien qui choisit les personnels après consultation des instances paritaires locales.

Prenez soin de garder une copie complète (avec l'avis du chef d'établissement) afin

que nous le communiquions à la CGT de Polynésie.

Les candidats retenus seront informés **au plus tard le 15 février 2016**.

En application des dispositions du décret 96-1026 du 26 novembre 1996, la durée de la mise à disposition est limitée à deux ans avec possibilité d'un seul renouvellement.

La réintégration dans l'académie d'origine est de droit à l'issue du séjour.

Les personnels ayant déjà exercé leurs fonctions en qualité de fonctionnaire titulaire dans une collectivité d'outre-mer ou à Mayotte **ne peuvent solliciter une mise à disposition en Polynésie française qu'à l'issue d'une affectation ou d'un détachement en métropole ou dans un département d'outre-mer d'une durée minimale de deux ans.**

D Eléments de rémunération et Indemnité forfaitaire de changement de résidence (IFCR)

DOM/COM/POM	Coefficient d'indexation	Dispositif indemnitaire	IFCR
Martinique	1.4 <i>Loi 50-407 du 3.04.1950 Décret 53-1226 du 22.12.1953 Décret 57-87 du 28.01.1957</i>	Ile de Saint-Martin : Indemnité de Sujétion Géographique (ISG) de 14 mois de traitement pour 4 ans en trois fractions égales (une seule indemnité par couple d'agents). <i>Décret 2013-314 du 15.04.2013 et arrêté du 15.07.2014.</i> Ile de Saint-Barthélemy : ISG de 6 mois de traitement pour 4 ans en trois fractions égales (une seule indemnité par couple). <i>Décret 2013-314 du 15.04.2013.</i>	4 années de services en métropole ou dans le département d'outre-mer d'affectation ; sans tenir compte des mutations intervenues en métropole ou dans le département d'outre-mer considéré. Taux de 80 %. <i>Décret 89-271 du 12.04.1989 et arrêté du 12.04.1989.</i>
Guadeloupe	1.4 <i>Loi 50-407 du 3.04.1950 Décret 53-1226 du 22.12.1953 Décret 57-87 du 28.01.1957</i>	Néant	Idem Martinique
Guyane	1.4 <i>Loi 50-407 du 3.04.1950 Décret 53-1226 du 22.12.1953 Décret 57-87 du 28.01.1957</i>	ISG de 14 à 18 mois de traitement pour 4 ans en trois fractions égales selon la commune d'affectation (une seule indemnité par couple). <i>Décret 2013-314 du 15.04.2013 et arrêté du 15.07.2014.</i>	Idem Martinique
Réunion	1.53 <i>Loi 50-407 du 3.04.1950 Décret 53-1226 du 22.12.1953 Décret 57-333 du 15.03.1957 Arrêté du 28.08.1979 publié au JO du 6.09.1979</i>	Néant	Idem Martinique
Mayotte	1.3 en 2016 1.4 à partir de 2017 <i>Décret 2013-964 du 28.10.2013</i>	Indemnité d'Eloignement (IE) transitoire (1 versement par an pendant 4 ans) pour les agents affectés avant 2017 ; 6,5 mois en 2016 ; 5 mois à partir de 2017. <i>Décret 2013-965 du 28.10.2013 et décret 2014-730 du 27.06.2014</i> ISG pour les agents affectés à partir de 2017 (une seule indemnité par couple d'agents) de 20 mois de traitement pour 4 ans en quatre fractions égales (en vigueur dès 2015 pour les agents ayant leur CIMM à Mayotte). <i>Décret 2013-965 du 28.10.2013</i>	4 années de services en métropole ou dans le département d'outre-mer d'affectation ; sans tenir compte des mutations intervenues en métropole ou dans le département d'outre-mer considéré. Taux de 80 %. Durée réduite à 2 ans et taux de 100 % pour les agents toujours sous le régime du décret de 96. <i>Décret 89-271 du 12.04.1989 et arrêté du 12.04.1989.</i>
Saint Pierre et Miquelon	1.85 <i>Décret 78-293 du 10.03.1978</i>	ISG de 6 mois de traitement pour 4 ans en trois fractions égales (une seule indemnité par couple). <i>Décret 2013-314 du 15.04.2013</i>	Idem Martinique
Nouvelle Calédonie	1.73 ou 1.94 selon l'affectation <i>Décret 67-600 du 23.07.1967 et arrêté du 12.02.1981</i>	10 mois de traitement en deux fractions égales pour un séjour de 2 ans. <i>Décret 96-1028 du 27.11.1996</i>	5 années de services en métropole ou dans le département d'outre-mer d'affectation ; sans tenir compte des mutations intervenues, en métropole ou dans le département d'outre-mer considéré. Taux de 80 % <i>Décret 98-844 du 22.09.1998 et arrêté du 22.09.1998</i>
Wallis et Futuna	2.05 <i>Décret 67-600 du 23.07.1967 et arrêté du 28.07.1967</i>	18 mois de traitement en deux fractions égales pour un séjour de 2 ans. <i>Décret 96-1028 du 27.11.1996</i>	Idem Nouvelle Calédonie
Polynésie Française	1.84 ou 2.08 selon l'affectation <i>Décret 67-600 du 23 juillet 1967 et arrêté du 12 février 1981</i>	10 mois de traitement en deux fractions égales pour un séjour de 2 ans. <i>Décret 96-1028 du 27.11.1996</i>	Idem Nouvelle Calédonie

Dossier à remplir en CAPITALES, merci

Académie de :

Affectation à TITRE DÉFINITIF 2015/2016

En établissement

T.Z.R.

Nom de l'établissement :
.....

Affectation à TITRE PROVISOIRE 2015/2016

Discipline : Code :

Nom de naissance : Prénom :

Nom d'usage : Date de naissance :

Adresse :

Code postal : Commune :

Tél. Fixe : Portable :

Mél :

Titulaire

Stagiaire

(Remplir obligatoirement tous les items)

AE

Agrégé-e

Certifié-e

P.EPS

PLP

CE EPS

CPE

Copsy

Dir. CIO

Mouvement :

INTER-ACADÉMIQUE et/ou SPÉCIFIQUE

Chef de travaux

Postes à compétences particulières

Classes de BTS

Autre :

Retournez ce dossier aux élu-es CAPA de votre académie, accompagné **IMPÉRATIVEMENT** de la confirmation de demande de mutation.

Pour être informé-e du résultat, inscrivez-vous sur le site :

www.unsenmutations.cgt.fr

Cadre réservé aux élu-es CAPN

.....
.....



Mutation 2nd degré 2016

► Calcul ...

Je souhaite adhérer

Je ne suis pas adhérent-e-

Je suis adhérent-e-

A - Ancienneté de service

- Échelon au 31.08.2015 par promotion : 7 pts/échelon
 - Échelon au 01.09.2015 par reclassement : 7 pts/échelon
 - Hors-classe : 7 pts/échelon + forfait 49 pts
 - Hors-classe agrégé, 6^e échelon : 98 pts si 2 ans d'ancienneté dans cet échelon
 - Classe exceptionnelle : 7 pts/échelon + forfait 77 pts
- (Minimum 21 pts) (Maximum 98 pts)

B - Ancienneté dans le poste

- Par année : 10 pts
- Par tranche de 4 ans : 25 pts
- Stagiaire ex-titulaire EN : 10 pts/an + 10 pts pour l'année de stage (enseignement, éducation, orientation)

C - Affectation en éducation prioritaire (exercice continu)

C1 - Si affectation dans un ancien APV, devenu REP+ ; REP+ et ville ; ville ; ville et REP à la rentrée 2014 :

- Pour 1 an : 60 pts ; pour 2 ans : 120 pts ; pour 3 ans : 180 pts ; pour 4 ans : 240 pts ; pour 5 ou 6 ans : 320 pts ; pour 7 ans : 350 pts ; pour 8 ans : 400 pts.

C2 - Si affectation dans un ancien APV, devenu REP ou non classé à la rentrée 2014 :

- Pour 1 an : 60 pts ; pour 2 ans : 120 pts ; pour 3 ans : 180 pts ; pour 4 ans : 240 pts ; pour 5 ou 6 ans : 300 pts ; pour 7 ans : 350 pts ; pour 8 ans : 400 pts.

C3 - Si établissement non APV précédemment, mais REP+ ; REP+ et ville ; ville ; ville et REP ; seulement REP à la rentrée 2015 :

- Classé uniquement REP : 160 pts pour 5 ans et +
- Pour tous les autres cas, pour 5 ans et + : 320 pts

D - Situation individuelle

D1 - Stagiaire, ex-contactuel-le du 2nd degré, MA et MI-SE, AED ou AESH ou ex-EAP (emplois d'avenir professeur) :

- Jusqu'au 4^e échelon : 100 pts
- Au 5^e échelon : 115 pts
- À partir du 6^e échelon : 130 pts

D1 bis - Stagiaire demandant son académie de stage ou académie d'inscription au concours :

..... 0,1 pt (Être candidat en 1^{re} affectation)

D2 - Autre stagiaire sortant en juin 2016 :

Bonification sur demande (elle sera perdue si extension) : 50 pts (Seulement sur le 1^{er} vœu, valable 1 fois en 3 ans)

D2 bis - Stagiaire précédemment titulaire, autre que personnel enseignant,

d'éducation ou d'orientation : 1 000 pts (Sur l'académie de l'ancienne affectation)

D3 - Vœu préférentiel (incompatible avec bonification familiale) :

- Bonification (plafonnée à 100 pts) : 20 pts/an (À partir de la 2^e année, si vœu au 1^{er} rang)
- Conservation des bonifications acquises avant le mouvement 2016

D4 - Vœu portant sur les DOM (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Mayotte, Guyane) :

- Si CIMM reconnu 1 000 pts

D5 - Vœu unique Corse :

- Première demande 600 pts
- Deuxième demande consécutive 800 pts
- Troisième demande consécutive 1 000 pts
- Stagiaire Corse (ex-enseignant contractuel du 2nd degré de l'EN, ex-COP contactuel, ex-CPE contractuel, ex-MA garanti d'emplois, ex-MI-SE ou ex-AED) 800 pts (Non cumulable avec bonification D1)

D6 - Sportif de haut niveau

- Bonification par année successive d'ATP 50 pts (Maximum 4 ans)

D7 - Personnel reconnu handicapé ou ayant un enfant en situation médicale grave

- Bonification sur tous les vœux 100 pts (Si bénéficiaire de l'obligation d'emploi)
- Bonification sur académie améliorant la situation 1 000 pts (Au vu du dossier ; non cumulable avec les 100 pts)

Votre calcul	Élus CAPA

Vous devez **impérativement** adresser les PJ à l'administration de votre académie d'affectation actuelle, en y joignant la confirmation de demande. Adressez-en un double complet, accompagné de ce dossier, aux élus paritaires académiques.

Nb de PJ :

... de votre barème

D 8 - TZR stabilisés : 100 pts (Cycle de stabilité de 5 ans minimum ; non cumulable avec C1, C2 et C3)

D 9 - Réintégration à titre divers : 1 000 pts (Sur l'académie d'exercice avant affectation sur emploi fonctionnel ou établissement privé sous contrat ou, pour les PE, pour l'académie d'exercice avant détachement puis intégration dans le corps des certifiés à Mayotte).

E - Situation familiale ou civile (Appréciée au 01.09.2015)

E 1 - Rapprochement de conjoint (RC) 150,2 pts (Sur l'académie de la résidence professionnelle du conjoint en voeu n° 1 et académies limitrophes ; non cumulable avec E2 et E3)

E 1 bis - Années de séparation retenues, y compris année scolaire 2015/2016 (cf tableau p. 21) :

- Pour 1/2 année : 95 pts ; pour 1 an : 190 pts ; pour 1,5 an : 285 pts ; pour 2 ans : 325 pts ; pour 2,5 ans : 420 pts ; pour 3 ans : 475 pts ; pour 3,5 ans : 570 pts ; pour 4 ans et + : 600 pts.

Les départements 75, 92, 93 et 94 forment la même entité.

E 1 ter - Demande vers académie non limitrophe 200 pts (Si séparation effective sur des académies non limitrophes)
- Demande vers académie limitrophe avec un département non limitrophe 100 pts

E 1 quater - Enfant à charge de moins de 20 ans au 01.09.2016 (voir BO)

- Par enfant 100 pts (Uniquement en RC)

E 2 - Mutation simultanée entre conjoints

- Deux titulaires ou deux stagiaires 80 pts (Forfaitaire sur voeu n° 1 et académies voisines)

E 3 - Rapprochement de la résidence de l'enfant (de moins de 18 ans) (1^{er} voeu et académies limitrophes)

- Bonification 150 pts (forfaitaire)

Total

Votre calcul	Élus CAPA
Total	

D Vos voeux et barèmes

Nb de voeux maximum :

Mouvement INTER-ACADEMIQUE : 31 - Mouvement SPÉCIFIQUE : 15

Rang	Académie	Barème		Rang	Académie	Barème	
		Votre calcul	Élus CAPA				
				16			
1				17			
2				18			
3				19			
4				20			
5				21			
6				22			
7				23			
8				24			
9				25			
10				26			
11				27			
12				28			
13				29			
14				30			
15				31			

ATTENTION

Dans le cadre du mouvement déconcentré, votre dossier sera examiné par un groupe de travail académique chargé de vérifier la conformité de vos vœux et de votre barème.

Ce groupe de travail siège au Rectorat de votre Académie d'affectation actuelle.

Pour toute réclamation concernant votre barème, vous devez donc vous adresser au Rectorat (par écrit).

Vous devez prendre contact avec les élus paritaires académiques de la CGT Educ'action afin qu'ils puissent défendre votre dossier.

Les élus paritaires nationaux, quant à eux, prendront le relais pour traiter votre dossier dans le cadre du mouvement inter-académique.

Ils vous préviendront du résultat de la CAPN -ou FPMN- vous concernant.

Dans quel cadre faites-vous votre demande ?

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Convenance personnelle | <input type="checkbox"/> Vœu préférentiel |
| <input type="checkbox"/> Rapprochement de conjoint | <input type="checkbox"/> Mutation simultanée |
| <input type="checkbox"/> Rapprochement de la Résidence de l'enfant (garde conjointe ou alternée) | |
| <input type="checkbox"/> Au titre du Handicap (candidat, conjoint ou enfant) | <input type="checkbox"/> Réintégration |

D Situation administrative

1 Position :

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Activité | <input type="checkbox"/> Congé Formation | <input type="checkbox"/> Congé longue maladie |
| <input type="checkbox"/> Stage de Reconversion | <input type="checkbox"/> Congé parental | <input type="checkbox"/> Disponibilité |
| <input type="checkbox"/> Détachement (*) | <input type="checkbox"/> Congé longue durée | <input type="checkbox"/> Établissement Post-Cure |
| <input type="checkbox"/> Autre (*) | (*) Préciser : | |

2 Si fonctionnaire titulaire hors Éducation nationale :

Préciser ministère, corps ou service :

Académie d'exercice :

3 Service dans l'Éducation nationale :

- **Titulaire** - Date de titularisation :
- Ancienneté dans l'affectation définitive (y compris 2015/2016) :
- Échelon au 31.08.2015 (promotion) :
- **Stagiaire** - Échelon au 01.09.2015 (reclassement) :

D Situation de famille au 1^{er} septembre 2015

1 Situation :

- | | | |
|--------------------------------------|---|--|
| <input type="checkbox"/> Célibataire | <input type="checkbox"/> Marié-e ou pacsé-e | <input type="checkbox"/> Concubinage avec enfant-s |
|--------------------------------------|---|--|

2 Nombre d'enfant-s à charge de moins de 20 ans au 01.09.2016 :

- Enfant à naître (*certificat de grossesse ou attestation de reconnaissance anticipée au 01.01.2016*)

3 Conjoint-e- :

- Profession : En activité : OUI NON
- Stagiaire Éducation nationale Stagiaire Fonction publique
- Académie de la résidence professionnelle :

4 Année-s de séparation au 01.09.2016 :

• En activité :

Du au Du au

Du au Du au

Du au Du au

• En Congé parental, ou disponibilité pour suivre le conjoint :

Du au Du au

Du au Du au

Du au Du au

→ Total des années prises en compte :

► Mouvement Premier degré Changement de département

Publication de la Note de Service au BOEN du jeudi 12.11.2015

Ce mouvement se déroule en deux phases :



1^{ère} phase : interdépartementale

Demandes de mutation uniquement par internet via *I-Prof*.

- **19 novembre 2015 à 12 h** : Ouverture des inscriptions dans l'application SIAM dans les départements.
- **8 décembre 2015 à 12 h** : Clôture des inscriptions dans l'application SIAM et fermeture de la plateforme Info mobilité.
- **À partir du 8 décembre 2015** : Envoi des confirmations de demande de changement de département dans la boîte I-Prof.
- **18 décembre 2015 au plus tard** : Retour des confirmations de demande de changement de département et des pièces justificatives dans les directions des services départementaux de l'Éducation nationale.
- **1^{er} février 2016 au plus tard** :
 - Contrôles et mises à jour des listes départementales de candidatures.
 - Vérification des vœux et barèmes.
 - Examen des demandes de bonification exceptionnelle au titre du handicap.
 - Date limite de réception des demandes de modification ou d'annulation ainsi que des demandes tardives.
- **Entre le 2 et le 6 février 2016** : Ouverture de l'application SIAM aux enseignants pour la consultation des barèmes validés par le DASEN.
- **7 mars 2016 : Résultats.**

→ Personnels participant au mouvement interdépartemental

- Seuls les titulaires souhaitant changer de département y participent.
- Les stagiaires ne sont pas autorisés à participer. (*Au contraire, la CGT Educ'action revendique ce droit pour tous les PE stagiaires*).
- Le barème interdépartemental est défini nationalement.
- Chaque candidat peut demander jusqu'à six départements différents, classés par ordre préférentiel de 1 à 6.



2^{nde} phase : départementale

Circulaire départementale fondée sur les orientations nationales.

- La liste des postes vacants doit être publiée sur le site départemental.
- Chaque participant au mouvement saisira ses vœux sur SIAM : **la durée d'ouverture du serveur est fixée par la note de service départementale.**
- Les affectations se font en fonction d'un barème départemental, mais certains postes spécifiques sont hors barème (classes spécialisées...).
- L'enseignant peut demander une école ou un vœu géographique (secteur, commune, regroupement de communes ou département).

→ Personnels participant **OBLIGATOIREMENT** au mouvement départemental

- Les enseignants qui, suite au mouvement interdépartemental, ont été nommés dans le département.
- Les fonctionnaires stagiaires nommés au 1^{er} septembre 2015.
- Les enseignants dont le poste à titre définitif a fait l'objet d'une mesure de carte scolaire (ils doivent être prévenus par l'IA).
- Les enseignants affectés à titre provisoire durant l'année précédente.
- Les enseignants qui souhaitent une réintégration après détachement, disponibilité, congé parental ou congé longue durée.

→ Personnels participant **ÉVENTUELLEMENT**

- Les instituteurs et professeurs des écoles souhaitant changer d'affectation au sein de leur département.

Mouvement 2016

Mouvement complémentaire de la 1^{ère} phase (par courrier)

- Après réception des résultats du mouvement interdépartemental, un mouvement complémentaire peut être organisé.
- Cette phase d'ajustement permet de résoudre les situations particulières : rapprochement de conjoints ; situations des personnels enseignants atteints d'un handicap ou d'un conjoint ou d'un enfant handicapé ou gravement malade ; personnels dont la mutation serait annulée.
- Les demandes d'*exeat* et d'*ineat* se font sur papier libre, accompagnées des pièces justificatives.
- Ces deux courriers sont envoyés à l'IA du département d'origine :
 - . la demande d'*exeat*, adressée à son inspecteur d'académie,
 - . la demande d'*ineat*, adressée à l'inspecteur d'académie du département d'accueil.



► Enseigner à l'étranger ou en Andorre

... À l'étranger

→ Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE) ¹

Les emplois proposés concernent les personnels enseignants, premier degré et certifiés, de direction, d'éducation et d'orientation.

Trois types de contrats sont possibles :

❶ Les contrats "expatriés"

Plus avantageux, ils sont de plus en plus réservés aux postes d'encadrement ou de formateurs et sont peu nombreux.

❷ Les contrats "résidents"

Les personnels peuvent candidater de France mais la priorité est donnée aux personnels vivant sur place ou qui suivent leur conjoint. Les autres doivent demander à être en disponibilité 3 mois pendant lesquels ils seront recrutés localement avant d'être pris en charge par l'AEFE. Les postes sont publiés mi-janvier et les personnels sont recrutés sur proposition du chef d'établissement après avoir recueilli l'avis d'une éventuelle CAP locale en mars. Après recrutement, l'enseignant est détaché par le ministère.

Il n'y a plus de recrutement de résidents aux États Unis.

Les contrats "expatriés" et "résidents" sont réservés aux personnels titulaires, pour une durée en général de trois ans, renouvelable une fois. Ils sont rémunérés par l'AEFE.

❸ Le recruté "local"

Il est employé directement par l'établissement avec lequel il signe un contrat de droit local. Ce type de contrat est accessible à tous, titulaires ou non, français ou non.

Ces différents types de contrats entraînent une grande disparité dans l'échelle des rémunérations pour des postes parfois identiques et les critères de recrutement sont parfois opaques.

¹ L'AEFE est présente dans 135 pays

→ Mission Laïque Française (MLF)

→ Office Scolaire Universitaire International (OSUI)

→ Association Franco Libanaise pour l'Éducation et la Culture (AFLEC)

Les commissions paritaires se dérouleront : du 7 au 9 mars 2016.

(dates susceptibles d'être modifiées)

La **MLF** est une association qui gère directement des établissements français ou des écoles d'entreprises françaises à l'étranger.

L'**OSUI** est une association sans but lucratif, "soeur" de la MLF qui gère les établissements du réseau Maroc.

L'**AFLEC** est un réseau d'établissements scolaires situé au Liban et aux Émirats Arabes Unis.

Seuls, les personnels retenus sont avisés, individuellement, par l'AEFE de la suite réservée à leurs demandes.

Pour information, les inscriptions se font :

- **pour la MLF** : de septembre à octobre sur la plateforme MLF/OSUI.

- **pour l'AFLEC** : en septembre sur la plateforme AFLEC.

Échanges et actions de formation à l'étranger (année 2016-2017)

• **BO n° 37 du 8 octobre 2015 :**

- Échange franco-allemand d'enseignants du 1^{er} degré.

- Stages de perfectionnement linguistique, pédagogique et culturel à l'étranger d'enseignants des 1^{er} et 2nd degrés.

- Séjours professionnels en Allemagne, Autriche, Espagne, Irlande, Italie, Portugal, Royaume-Uni.

- Codofil, séjour en Louisiane d'enseignants des 1^{er} et 2nd degrés et de professeurs de français langue étrangère (FLE).

- Échange franco-québécois, poste pour poste, d'enseignants du 1^{er} degré.

- Échange, poste pour poste, de professeurs d'anglais du 2nd degré avec les États-Unis.

• **Parution du BO en avril 2016 pour :**

- les séjours professionnels à l'étranger,

- le programme Jules Verne.

• **Inscription en ligne (avant le 01.04.2016) sur le site CEIP pour :**

- les postes et missions à l'étranger (hors AEFE, MLF et AFLEC).

Site : www3.ciep.fr/le/sejourPro/Inscriptions
Voir ensuite la note de service début juillet 2016.

Dossiers de candidature "expatriés" (www.aefe.fr)

La procédure est close pour 2016. Pour 2017, surveiller le BO début septembre 2016. Le dossier doit comporter, entre autres, une lettre de motivation, un curriculum vitae, le dernier rapport d'inspection. Il doit être remis avant fin septembre 2016 (BO n° 31 du 27.08.2015).

Pour les résidents

À partir de mi-décembre 2015, mise en ligne sur le site de l'AEFE des documents permettant de préparer le dossier de candidature.

Consulter la liste des postes sur le site de l'AEFE mi-janvier ou faire une candidature spontanée auprès de l'établissement voulu à tout moment (*possible par mail*).

Du rêve à la réalité...

Les établissements français à l'étranger fonctionnent comme des établissements privés avec ce que cela suppose de flexibilité et d'obligations diverses.

Pour les contrats de résidents au départ de France : ceux-ci doivent prendre en charge leurs frais de transport et d'installation, sans compter les éventuels frais de scolarité de leurs enfants. Les difficultés financières peuvent alors s'accumuler et l'Eldorado tant rêvé se transforme en cauchemar !

L'activité syndicale est encore plus justifiée pour dénoncer, en particulier, les contrats locaux avec un salaire au rabais.

... En Andorre

Pour faire acte de candidature, les titulaires ou stagiaires doivent :

• écrire au ministère de l'Éducation nationale :

Sous-Direction de la vie de l'enseignement scolaire et des établissements
Mission Outre-Mer / Andorre
DGESCO - B2 - MOM
110, rue de Grenelle, 75357 Paris cedex 07

• en précisant : grade, situation administrative et adresse personnelle.

→ Date limite de réception des lettres de demande de dossier de candidature adressées directement à la Mission Outre-Mer/Andorre : **fin décembre 2015 inclus.**

→ Date limite de réception par la MOM/Andorre des dossiers de candidatures acheminés par la voie hiérarchique : **février 2016 inclus.**

→ Date de la commission nationale d'affectation : **mai 2016.**

► Assistant-es de Service Social et Conseiller-ères Techniques de Service Social

Seuls les agents titulaires peuvent participer aux opérations de mobilité.

Une stabilité de trois ans dans le poste actuel est recommandée. Mais ce principe ne fait pas obstacle à l'examen, au sein des instances paritaires compétentes, des demandes formulées dans le cadre des priorités légales de mutation ou de celles qui permettraient d'affecter des agents sur des postes difficiles à pourvoir.

■ Règles communes aux mouvements

→ Traitement des dossiers prioritaires

• *Rapprochement de conjoints*

Les situations prises en compte pour les demandes de rapprochement de conjoints sont les suivantes :

- agents mariés ou Pacsés en séparation effective à la date de clôture de la phase de formulation des vœux,
- agents vivant en concubinage et ayant un enfant reconnu par l'un et l'autre ou un enfant reconnu par anticipation.

Ne sont pas considérées comme période de séparation, les périodes de disponibilité, de non-activité, de congé parental, de CLD-CLM, les congés de formation professionnelle ainsi que les périodes où le conjoint est inscrit au Pôle Emploi ou sans employeur.

Attention, les conjoints de personnes retraitées ne peuvent prétendre à un rapprochement de conjoint.

• *Les fonctionnaires handicapés*

La procédure concerne les personnels titulaires, leur conjoint bénéficiaire de l'obligation d'emploi, ainsi que la situation d'un enfant reconnu handicapé ou malade.

La loi a élargi le champ aux personnels, qui, les années précédentes, présentaient un dossier pour raisons médicales graves pour eux, leur conjoint ou leur enfant.

La mutation de l'agent handicapé devra avoir pour conséquence une amélioration des conditions de travail ou plus largement des conditions de vie.

Des démarches sont à effectuer auprès du médecin de prévention de son Inspection Académique d'affectation ou du médecin conseiller technique de son rectorat selon les organisations de chaque académie.

• *Les agents exerçant dans un établissement relevant de la politique de la Ville*

Sont concernés les agents exerçant dans des établissements situés dans les quartiers urbains où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles (circulaire n° 2006-058 du 30 mars 2006, liste des établissements scolaires des réseaux ambition réussite parue au BOEN n° 31 du

27 août 2009). Ils bénéficient d'un droit de mutation prioritaire.

• *Les agents placés en réorientation professionnelle*

Ils bénéficient d'une priorité de réaffectation sur les emplois correspondant à leur projet personnalisé d'évolution professionnelle.

• *Les agents concernés par des mesures de carte scolaire, carte comptable*

Ces agents sont prioritaires dans le cadre du mouvement intra académique.

• *Les agents réintégrant après un congé parental, après disponibilité, congé de longue durée ou détachement, ainsi que les retours des agents affectés dans les COM*

Ces agents sont réaffectés dans leur ancien emploi ou formulent leurs vœux sur AMIA.

→ Barème national indicatif

• *Rapprochement de conjoints*

Sur vœu portant sur toute possibilité d'accueil sur le département où est fixée l'adresse professionnelle du conjoint ou un département limitrophe si frontalier.

- Séparation effective inférieure à un an : bonification de 50 pts
- Entre 1 et 2 ans : 100 pts
- Entre 2 et 3 ans : 150 pts
- Supérieur à 3 ans : 200 pts
- 10 pts supplémentaires par enfant à charge de moins de 18 ans au 01.09.2014.

• *Affectation dans certaines zones (RRS, RAR, ECLAIR)*

200 pts après 5 ans d'exercice continu et effectif dans le même établissement. Pour REP et REP+ : en attente de décision.

• *Personnels handicapés, et personnels en réorientation professionnelle*

Ces agents sont hors barème.

• *Réintégration après congé parental*

Si l'agent n'est plus domicilié dans son académie d'origine, la bonification est identique à celle octroyée pour rapprochement de conjoint.

• *Réintégration après disponibilité de droit pour suivre le conjoint*

- Inférieur à 1 an : 30 pts
- Entre 1 et 2 ans : 60 pts
- Entre 2 et 3 ans : 90 pts

- Supérieur à 3 ans : 120 pts
- 10 pts supplémentaires par enfant à charge de moins de 18 ans.

• *Ancienneté*

- **Dans le poste** : 10 pts par an à partir de 3 ans dans le poste jusqu'à un maximum de 70 pts.
- **Dans le corps** : 6 pts par an jusqu'à un maximum de 90 pts.

► Demandes tardives, modifications de demande ou annulation d'affectation

En cas de force majeure, il est possible de déposer une demande d'annulation ou de modification de demande (art. 3 de l'arrêté relatif aux dates et modalités de dépôt des demandes de première affectation, de mutation et de réintégration). Ces demandes ne seront examinées que si vous pouvez invoquer les motifs suivants :

- décès du conjoint ou d'un enfant,
- perte d'emploi du conjoint ou mutation du conjoint dans un autre mouvement de personnels fonctionnaires,
- mutation non prévisible et imposée du conjoint,
- situation médicale aggravée,
- cas médical aggravé d'un des enfants.

► Mouvement vers les Collectivités d'Outre-Mer et Mayotte

Les postes en Collectivité d'Outre-mer et à Mayotte sont offerts aux assistants sociaux qui désirent être affectés en Collectivité d'Outre-Mer et à Mayotte.

• Procédure pour les postes à Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et Saint-Pierre-et-Miquelon :

- les postes offerts en COM sont des postes spécifiques, compte tenu de leur destination, et traités de la même manière que les Postes à Responsabilité Particulière,
- ces postes sont publiés au BOEN et au BOESR.
- Procédure nécessaire pour confirmer sa mutation sur ces postes : envoyer les pièces, ci-dessous, au vice-recteur ou au directeur des services de l'Éducation nationale sollicité :
 - fiche de renseignements dûment complétée et signée,
 - lettre de motivation,
 - curriculum vitae.

► Assistant-es de Service Social et Conseiller-ères Techniques de Service Social (suite)

■ Mutations des Assistant-es de Service Social

Depuis 2010, la gestion des demandes de mutation inter-académique des Assistants de Service Social relève de la compétence rectorale. Pour chaque académie, une note rectorale précisant les modalités d'application de cette procédure est publiée en début d'année civile.

→ Le mouvement comporte trois phases :

① **Préinscription obligatoire pour les assistants sociaux souhaitant changer d'académie / Publication des possibilités d'accueil académiques.**

• **Préinscription**

Les candidats à une mutation inter-académique ou souhaitant muter sur un poste précis dans leur académie, doivent effectuer une pré-inscription obligatoire sur AMIA entre le 2^e mardi de janvier et le 2^e mardi de février 2016 à l'adresse internet suivante :

<https://amia.orion.education.fr/amia/Amia>
Il est nécessaire de se munir de son NUMEN et de sa date de naissance pour se connecter.

Le nombre de vœux est limité à trois académies. Les candidats doivent saisir le ou les motifs de leur demande : rapprochement de conjoints, travailleur handicapé, réorientation professionnelle, mutations conditionnelles, convenances personnelles, mesure de carte scolaire (comptable).

Ceux qui souhaitent uniquement participer au mouvement interne à leur académie (mouvement intra-académique) ne se préinscrivent pas.

• **Publication des possibilités d'accueil académiques**

Le Directeur Général des Ressources Humaines arrête le nombre de possibilités d'accueil offertes à la mobilité interacadémique. Il s'agit, à ce stade, uniquement d'un contingent.

Les recteurs indiquent avant le dernier jeudi de décembre 2015, aux fins de publication sur AMIA :

- leurs demandes d'ouverture de possibilités d'accueil,
- la date limite de dépôt des demandes de participation au mouvement pour chacun des corps.

② **Publication académique des postes précis et des postes spécifiques sur AMIA**

Les recteurs diffusent à l'ensemble des académies la liste des postes précis ou spécifiques vacants ou susceptibles de l'être qui seront offerts au mouvement intra-académique auquel pourront aussi participer des agents extérieurs à l'académie. Pour chacun de ces postes, ils mentionneront toutes les indications utiles : spécialité professionnelle, implantation géographique et caractéristiques (éducation prioritaire, établissements sensibles). Ces indications sont portées à la connaissance des candidats.

☞ **Attention :**

- la liste des postes précis est une liste indicative et ne saurait préjuger des postes qui seront effectivement libérés à l'occasion des opérations de mutation,
- concernant les postes offerts dans les universités, aucune affectation n'est prononcée si le président émet un avis défavorable motivé.

③ **Réception et traitement des demandes par les services académiques compétents**

Les demandes seront examinées lors des Commissions Administratives Paritaires Académiques (CAPA).

☞ **Attention :**

les demandes de mutation dans les Collectivités d'Outre Mer et à Mayotte, seront examinées par la Commission Administrative Paritaire Nationale (CAPN). Se référer aux dispositifs propres à ces postes spécifiques sur AMIA et au BOEN et BOESR).

■ Mutations des Conseiller-ères Techniques de Service Social

→ Les postes offerts sont de deux types :

① **Postes de Conseiller Technique auprès du recteur d'académie ou de l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Éducation nationale.**

Les dossiers de confirmation de candidature sont établis par les intéressés et transmis, par voie hiérarchique, à l'administration centrale (DGRH) qui les communiquera, pour classement motivé des candidatures, aux recteurs des académies au sein desquelles les postes ont été ouverts.

À l'issue de l'examen des demandes et, le cas échéant, de l'audition des candi-

dates, les recteurs retourneront les dossiers classés et revêtus de leur avis à l'administration centrale, avant la date indiquée dans le calendrier des opérations de mobilité.

② **Postes de Conseiller Technique de Service Social implantés :**

- au service social en faveur des élèves,
- au service social en faveur des personnels,
- au CROUS,
- au service universitaire ou interuniversitaire de médecine préventive.

→ **Pour ces postes la saisie des vœux se fait sur AMIA.**

Les demandes sont limitées à six vœux.

La Commission Administrative Paritaire Nationale examinera ces deux types de demandes en juin 2016.

Vos élus paritaires CGT Educ'action vous représentent lors des CAPA. Informez-les de votre situation dès la saisie de vos vœux sur AMIA et contactez-les pour les résultats.

Personnels administratifs



Le mouvement inter-académique

→ **Catégories A (AAE) et B (SAENES) :**
le mouvement inter-académique se détermine en CAPN.

Saisie des vœux : de mi-décembre 2015 à début janvier 2016

Les participants font des choix d'académie-s ou d'établissements précis (postes proposés par les rectorats au ministère pour publication) en décembre par internet sur : education.gouv.fr.

La CAPN se réunit normalement en mars. Selon les possibilités d'entrées dans chaque académie, les mutations se font en CAPN en fonction des vœux et barème de chacun, soit sur les postes précis publiés, soit sur les académies.

Barème national

• **Ancienneté générale des Services (AGS) :**
1 pt par an jusqu'à concurrence de 10 pts.

• **Ancienneté dans le corps :**
5 pts par an jusqu'à concurrence de 70 pts.

• **Ancienneté dans le poste :**

1 et 2 ans	= 0 pt
3 ans	= 30 pts
4 ans	= 40 pts
5 ans	= 50 pts
6 ans	= 60 pts
7 ans	= 70 pts

• **Rapprochement de conjoints** (mariés ou pacsés ou vivant maritalement avec enfant à charge et justifiant d'une séparation effective **au 1^{er} janvier 2016**) : bonification, selon la durée de la séparation, accordée seulement sur le vœu portant sur *"toute possibilité d'accueil sur le département de l'adresse professionnelle du conjoint"* :

1 an	= 40 pts
2 ans et +	= 60 pts

• **Enfants :** prise en compte seulement dans le cadre des rapprochements de conjoint : 10 pts par enfant de moins de 18 ans au 1^{er} septembre 2016.

☞ **Remarque :**

le ministère prend en compte **les enfants déjà nés** au moment de l'étude du barème de l'agent (extrait de naissance à l'appui). Il ne compte pas les enfants à naître.

Pas de bonification supplémentaire si enfant handicapé ou en cas de parent isolé.

• **Cas médicaux et/ou sociaux, fonctionnaire handicapé :** pas de points attribués.

Dossiers examinés au vu de l'avis émis par le médecin ou l'assistante sociale conseiller technique du recteur.

• **Dispositions particulières dans le cadre de la politique de la ville** (ZEP, établissements "ambition réussite" et "zone sensible") : majoration de **50 pts** aux agents ayant exercé au moins 5 années consécutives dans des zones ou établissements classés comme tels.

• **Réintégration après congé parental :**
- ancienneté dans le poste précédent, prise en compte,

- pour les agents dont le domicile n'est plus situé dans leur académie d'origine :

1 an	= 40 pts
2 ans et +	= 60 pts

- en cas de rapprochement de conjoint :
10 pts par enfant à charge de moins de 18 ans au 1^{er} septembre de l'année du mouvement.

• **Réintégration après disponibilité pour suivre le conjoint :**

- ancienneté dans le poste précédent prise en compte en cas de rapprochement de conjoint,

- sur vœu *"toute possibilité d'accueil - fonctions indifférentes - logement indifférent"* :

1 an	= 20 pts
2 ans	= 40 pts
3 ans et +	= 60 pts,

- 10 pts par enfant à charge de moins de 18 ans au 1^{er} septembre de l'année du mouvement.

☞ **Remarque :**

les AAE et SAENES qui étaient partis en Nouvelle Calédonie, à Mayotte, à Wallis et Futuna ou en Polynésie Française et qui veulent revenir en métropole doivent **obligatoirement** participer au mouvement inter-académique.

→ Catégories C (ADJENES)

Le mouvement inter-académique des adjoints administratifs (catégorie C) ne se fait pas en CAPN.

Le ministère, après consultation des recteurs, définit un nombre de possibilités d'entrées pour chaque académie.

Entre la mi-janvier et la mi-février (dates indicatives à confirmer), les adjoints administratifs souhaitant entrer dans une académie font d'abord une pré-inscription sur :

<https://amia.orion.education.fr/amia>

☞ Le nombre de vœux est limité à trois académies.

Vers mi-mars jusqu'à début avril (date à confirmer par l'académie), ils doivent ensuite retourner sur AMIA pour confirmer leur inscription ; AMIA propose les applications suivantes :

- consultation des postes vacants,
- saisie des vœux,
- édition de la confirmation de demande de mutation,
- consultation des résultats après la CAPA.

Sur le site de l'académie sollicitée, les adjoints administratifs peuvent consulter la circulaire de mouvement académique.

(Cf rubrique mouvement académique des catégories A, B et C : règles communes de saisie).

► Personnels administratifs (suite)

■ Le mouvement académique

→ Catégories A, B et C : règles communes

• Il faut être en possession de son NUMEN et choisir un mot de passe confidentiel qu'il est impératif de mémoriser pour une connexion ultérieure. L'application AMIA : <https://amia.orion.education.fr/amia> vous assistera durant toute la phase de la demande.

Il est obligatoire de saisir son e-mail professionnel ou personnel pour enregistrer la demande.

Sur le site de l'académie sollicitée, consultez la circulaire du mouvement, chaque académie ayant ses règles et son barème propres.

• **Formulation des vœux : six vœux maximum.**

Motif de la demande : elle doit être saisie en fonction des choix limitatifs proposés. Il est nécessaire de compléter cette rubrique pour être susceptible de bénéficier des points supplémentaires prévus par le barème académique.

En fonction du motif invoqué, les pièces justificatives utiles doivent être produites. En leur absence, la demande est traitée en "convenances personnelles".

• **Mutation sur PRP (postes à responsabilités particulières) :**

- *En catégorie C administrative :* adresser une fiche de candidature ainsi qu'une notice de renseignement (à imprimer sur le site académique)

- *En catégorie A et B :* adresser une fiche de candidature (en annexe sur le site académique) ainsi qu'une lettre de motivation et un curriculum vitae.

Tous les postes en Universités sont publiés en Postes à Responsabilités Particulières (PRP). C'est le Président de l'Université (ou par délégation, un chef de service) qui choisit les personnels qui arriveront.

La CAPA en est informée.

La CGT est opposée à ces "postes à responsabilités particulières" qui sont en nombre croissant. Nous sommes tous capables de nous adapter à des fonctions nouvelles avec notre expérience professionnelle.



► Conseils :

• *Consulter régulièrement la liste des postes vacants car des mises à jour régulières sont effectuées pendant la période du mouvement jusqu'à la date limite de saisie des vœux.*

• *Bien réfléchir à l'objectif recherché :*
- *pour obtenir un poste précis, ne pas se limiter aux postes publiés,*
- *pour se rapprocher géographiquement de telle ou telle zone géographique, privilégier des vœux larges sur une commune ou une zone.*

• *En catégorie C, étendre les vœux à une zone ou un département pour avoir une chance de rentrer dans une académie (surtout celles où il n'y a pas beaucoup de postes). Si vous vous limitez géographiquement, vous risquez de ne pas pouvoir rentrer dans l'académie souhaitée.*

► Cas particuliers

Les adjoints administratifs qui étaient partis en Nouvelle Calédonie, à Mayotte, à Wallis et Futuna ou en Polynésie Française et qui veulent revenir en Métropole réintègrent leur académie d'origine et suivent la procédure académique sur AMIA.

S'ils veulent changer d'académie, ils doivent participer au mouvement inter-académique (*procédure ci-dessus*). Idem pour ceux qui réintègrent après détachement, disponibilité ou CLD.

→ Catégories A et B (AAE et SAENES)

Une fois entrés dans l'académie, les personnels n'ayant pas été mutés sur poste précis lors de la CAPN, participent au mouvement académique selon les critères définis par chaque recteur. Ils doivent tout d'abord s'inscrire sur AMIA.

(*cf rubrique règles communes de saisie*).

Chaque recteur définit un barème de mutation prenant en compte l'**ancienneté** (générale, corps poste), la **situation familiale** (le nombre d'enfant, la notion de rapprochement de conjoint, de parent isolé), la **situation individuelle** (établissement en ZEP, éventuellement mesure de carte scolaire, problèmes de handicap ou sociaux).

Les entrants en catégories A et B sont intégrés dans le mouvement académique à leur barème (à égalité avec les intra).

Les personnels réintégrant après une disponibilité, congé parental, CLD, ou détachement et souhaitant reprendre leurs fonctions, doivent participer au mouvement académique.

→ Catégories C

Chaque recteur définit un barème de mutation prenant en compte l'**ancienneté** (générale, corps, poste), la **situation familiale** (le nombre d'enfants, le rapprochement de conjoint, de parent isolé), la **situation individuelle** (établissement en ZEP, mesure de carte scolaire, problèmes de handicap ou sociaux).

Chacun de ces critères représente des points souvent différents selon les académies.

En CAPA, les entrants éventuels sont classés par barème et selon le motif d'entrée. La priorité est faite, en général, à ceux qui sollicitent leur mutation pour rapprochement de conjoints.

Les entrants sont :

- soit intégrés avec leur barème parmi les adjoints administratifs ayant sollicité leur mutation dans leur académie,
- soit mutés sur les postes restés vacants à l'issue du mouvement des personnels de l'académie.

► ATRF et TRF dans les EPLE

■ Personnels ATRF

(Adjoint technique Recherche et Formation de l'Éducation nationale)

Qui participe ?

Les titulaires qui souhaitent :

- changer d'établissement,
- changer d'académie,
- réintégrer l'académie.

La liste des postes vacants est indicative, il faut se conformer au calendrier du rectorat.

→ Pré-inscription et inscription sur le site :

<https://amia.orion.education.fr/amia>

N'hésitez pas à contacter les services de la DIPATE.

Attention : pour les personnels ATRF du supérieur, les postes en EPLE ne concernent que les BAP A et B.

■ Personnels TRF

(Technicien Recherche et Formation de l'Éducation nationale)

Les postes vacants sont visibles sur le site de la Bourse interministérielle de l'emploi public (BIEP) BAP A et B, avec une localisation sur les rectorats.

Il n'y a pas de calendrier, il appartient à chacun de postuler et d'effectuer les démarches à temps.

Attention : pour les personnels ITRF du supérieur, les postes en EPLE ne concernent que les BAP A et B.

👉 **Rôle de la CGT** - Il est vivement conseillé de déposer un double du dossier avec les pièces justificatives, auprès des Commissaires paritaires CGT afin qu'ils vérifient si le barème est appliqué. Ils pourront aussi vous conseiller sur l'ordre des vœux (5). Ils vous informeront dès la sortie de la CAPA.

! → **Contactez les élu-es CGT aux CAPN** : capn-itrf@fercsup-cgt.net

! → **Vous trouverez les contacts des élu-es aux CAPA des différentes académies en suivant le lien** : <http://www.ferc-sup.cgt.fr/site/spip.php?article2012>

► Personnels de santé

Les modalités de Mutations sont les mêmes que pour les Assistants de Service Social (cf. p. 29/30).

→ Pour vous familiariser avec les sigles... ←

AAE	Attachés d'administration de l'État	EREA	École régionale d'enseignement adapté
ADAENES	Attaché d'administration de l'Éduc. nationale et de l'Ens. Sup.	FPMN	Formations paritaires mixtes nationales
AED	Assistant d'éducation	GRETA	Groupement d'établissements pour la formation continue
AEFE	Agence pour l'enseignement français à l'étranger	GTA	Groupe de travail académique
AESH	Accompagnants des élèves en situation de handicap	IA	Inspecteur d'académie
AIS	Adaptation et intégration scolaire	IEN	Inspecteur de l'Éducation nationale
APV	Affectations à caractère Prioritaire justifiant une Valorisation	IPR	Inspecteur pédagogique régional
ATSS	Personnels administratifs, techniques, Sociaux et de Santé	LEGT	Lycée d'enseignement général et technique
ATRF	Adjoint technique recherche et formation de l'Éduc. nationale	LP	Lycée professionnel
AVS	Auxiliaire de vie scolaire	LPA	Lycée professionnel agricole
BIEP	Bourse interministérielle de l'emploi public	MA	Maître auxiliaire
BO(EN)	Bulletin officiel (de l'éducation nationale)	MDPH	Maison départementale des personnes handicapées
CAPA	Commission administrative paritaire académique	MEN	Ministère de l'Éducation nationale
CAPD	Commission administrative paritaire départementale	MLF	Mission laïque française
CAPN	Commission administrative paritaire nationale	PE	Professeur des écoles
CIMM	Centre d'intérêts matériels et moraux	PLP	Professeur de lycée professionnel
CLIS	Classe d'intégration scolaire	POM	Pays d'Outre Mer
COM	Collectivités d'Outre-Mer	PRAG	Professeur agrégé
COP	Conseiller d'orientation psychologue	PRCE	Professeur certifié
COTOREP	Comité technique d'orientation et de reclassement pro.	RAEP	Reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle
CT	Chef de travaux	RASED	Réseau d'aides spécialisées aux enfants en difficulté
DGRH	Direction générale des ressources humaines	RQTH	Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
DOM	Département d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion)	SAENES	Secrétaire administratif de l'Éducation nationale et de l' Ens. Sup.
ECLAIR	Écoles, collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite	SEGPA	Section d'enseignement général et professionnel adapté
EPLE	Établissement public local d'enseignement	TRF	Technicien Recherche et Formation
		TZR	Titulaire sur Zone de Remplacement
		ZEP	Zone d'Education Prioritaire

► Enseignement privé sous contrat : la procédure de nomination des maîtres

La loi Censi de 2005 a réaffirmé le statut d'agent public des maîtres sous contrat. Or, la loi Debré, qui permet aux chefs d'établissements de choisir "librement" leurs équipes pédagogiques, n'a pas été abrogée.

Le mouvement des maîtres sous contrat est donc toujours dans une situation "schizophrène" : agents publics, payés par l'État, nous devons, pour ce qui est de la mutation, comme du recrutement d'ailleurs, passer des "entretiens d'embauche" n'ayant parfois rien à envier au monde de l'entreprise le plus féroce.

Pas de barème, un double système (directions catholiques et rectorats) de codification des priorités..., le mouvement est une des trop nombreuses occasions pour les chefs d'établissements et/ou les directions diocésaines de constituer une équipe "dans la ligne", ou de faire en sorte que celle-ci garde un grand nombre de personnels précaires. Plus facile de faire pression sur eux.

Un mouvement, des mouvements

Officiellement, le mouvement est, comme dans le public, sous la responsabilité de l'employeur, c'est-à-dire des rectorats.

À la différence du public, il n'y a qu'un temps du mouvement : le maître qui a manifesté sa volonté de muter dans ou hors de son académie, postule directement par serveur **sur des postes vacants ou susceptibles de l'être déclarés au préalable par les chefs d'établissements.**

Le classement des dossiers se fait selon des critères définis par l'administration comme suit :

- les pertes d'heures totales ou partielles et les obligations de réemploi,
- les mutations,
- les lauréats de concours (externes puis internes) et les maîtres handicapés bénéficiant de l'obligation d'emploi,
- les délégués auxiliaires en CDI puis en CDD.

Ce sont les CCM (Commission Consultative mixte) qui discutent, et donnent un avis sur les propositions rectorales. Le recteur, enfin, nomme le candidat retenu. Seuls, les représentants élus des maîtres du privé y siègent. Les élus du public n'y seront plus conviés. Le calendrier du mouvement et des réunions de CCM varient selon les rectorats : si des candidats souhaitent postuler sur plusieurs académies, ils doivent se renseigner auprès de chaque rectorat.

Les dossiers des maîtres (contractuels ou nouveaux "reçus concours") ne pouvant être affectés dans leur académie d'origine sont transmis à la Commission Nationale d'Affectation, instance ministérielle se réunissant fin juillet, qui les affecte dans une autre académie.

Dans l'enseignement privé, contrairement au public et malgré la réussite au concours, la nomination des maîtres à temps complet n'est pas obligatoire ! Un mi-temps est suffisant légalement pour octroyer un contrat d'enseignement... avec le mi-salaire qui va avec !

Toutefois, si un maître souhaite obtenir une mutation dans un établissement catholique, soit 95 % des établissements privés sous contrat, les choses se compliquent.

Il est alors fortement conseillé de postuler en parallèle au "prémouvement" catholique organisé par le Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique. Ce mouvement est régi par les Commissions de l'Emploi (CAE pour le second degré, CDE pour le premier). Dans ces commissions siègent des représentants des chefs d'établissement, des maîtres et des directions diocésaines.

Ce sont des dossiers de "candidature" (avec parfois lettre de motivation et CV !) qui sont hiérarchisés par les Commissions (selon des codes différents, plus nombreux que ceux du rectorat). Ils sont ensuite transmis aux chefs d'établissement. Ces derniers sont tenus de recevoir **tous les candidats** avant de faire leur choix.

Première difficulté : certains chefs d'établissement "omettent" de recevoir ou même de contacter les maîtres postulant dans leur établissement.

Ils doivent ensuite notifier aux Commissions (CAE, CDE) la candidature qu'ils retiennent en justifiant leur éventuel refus.

Deuxième difficulté : de plus en plus de chefs d'établissement se bornent à un "ne correspond pas au profil de l'établissement" pour justifier leur refus !

Les commissions envoient ensuite leurs propositions au rectorat qui les examine en CCM.

Il est très important d'être en relation avec une organisation syndicale qui suivra de près ces passages en Commission. Contactez-nous pour connaître nos représentants académiques !

Tout litige ou désaccord constaté par les candidats peut faire l'objet d'une saisine spécifique de la Commission puis de la CNE (commission nationale) pour le "prémouvement catholique" et/ou du Tribunal administratif (pour le mouvement rectoral) qui statue en dernier ressort.

Troisième difficulté : certains rectorats se contentent de valider les propositions de la Commission de l'Emploi sans forcément relever le non-respect des priorités légales.

C'est la raison pour laquelle la CGT Enseignement privé, bien qu'opposée à ce "mouvement interne catholique" a signé les Accords pour l'emploi qui lui permettent de siéger dans les CAE et CDE et d'y exercer toute sa vigilance.

Les revendications de la CGT Enseignement Privé :

- un mouvement plus objectif, basé sur un barème transparent,
- garantir un emploi à temps complet pour tous les maîtres,
- contractualiser tous les délégués auxiliaires, exclus du mouvement pour l'emploi, utilisés comme variable d'ajustement du système,
- faire respecter les ordres de priorité prévus par la loi, et en finir ainsi avec la toute-puissance des chefs d'établissements et des directions diocésaines,
- éviter le morcellement des emplois,
- faciliter les mutations,
- mettre en place un calendrier national harmonisé.

Charlotte Matyja et Pascale Picol

→ contact@cgt-ep.org / 01 55 82 76 14 / www.cgt-ep.org ←

► Récapitulatif du calendrier du Mouvement Inter-académique 2016

➔ Du jeudi 19 novembre au mardi 8 décembre 2015 à 12 h
Saisie des demandes sur SIAM / I-prof.

➔ Dès la clôture du serveur (jusqu'à mi-décembre, selon les académies)

Transmission dans les établissements du formulaire de confirmation de demande de mutation en un seul exemplaire.

Ce formulaire, **vérifié** (éventuellement corrigé) et **signé** par l'agent, **accompagné des pièces justificatives demandées**, est remis au chef d'établissement qui vérifie, complète, s'il y a lieu, et transmet la demande au rectorat (dates fixées dans les académies par arrêté rectoral).

➔ Date limite de dépôt d'un dossier médical

- Courant décembre (voir circulaire de chaque académie),
- Le mercredi 10 décembre, à la DGRH, pour les personnels gérés hors académie.

➔ Entre le lundi 11 et le vendredi 29 janvier 2016 (selon les académies)

Groupes de Travail Académiques (GTA) de vérification des vœux et barèmes. Contactez vos élus CAPA et transmettez-leur votre dossier syndical.

En cas de contestation du barème retenu par l'administration, faites-vous aider. Attention, après le GTA, les barèmes sont arrêtés et ne seront plus modifiés.

➔ À l'issue des GTA, fin janvier 2016

Affichage des barèmes retenus (et éventuellement corrigés par les GTA) sur SIAM / I-Prof.

➔ Lundi 1^{er} février 2016

Remontée des vœux et barèmes au ministère.

➔ Du lundi 1^{er} au vendredi 5 février 2016

Groupes de Travail pour le mouvement spécifique.

➔ Jeudi 18 février 2016

Date limite de dépôt des demandes tardives (participation, annulation et modifications).

➔ Du mercredi 2 au vendredi 11 mars 2016

CAPN et FPMN : Résultats des demandes de mutations.

Coordonnées académiques de la CGT Éduc'action

■ AIX-MARSEILLE

Jacqueline SALAZAR-MARTIN, Jean-Louis BRUNEL et James SAINT-GERMAIN - **URSDEN-CGT**
Bourse du Travail Benoît Frachon
23 Bd Charles Nédélec - 13003 MARSEILLE
04 91 62 74 30 - FAX : 04 91 08 91 42
ursden.aixmille@wanadoo.fr
Resp. des élu-es : Jacqueline SALAZAR-MARTIN
eluscapa@cgt-aix-marseille.fr

■ AMIENS

Dominique HEMMER - **URSEN-CGT**
27 rue du Petit Bout
60690 HAUTE EPINE
Tél./Fax : 03 44 13 06 93
Mél : ursencgtpicardie@orange.fr

■ BESANCON

Olivier COULON - **UASEN-CGT**
Maison du Peuple
115 rue Battant - 25000 BESANCON
03 81 81 31 34 - 06 28 07 96 28 (perso)
Mél : cgt.acad.besancon@free.fr

■ BORDEAUX

Dominique MARCHAL - **URASEN-CGT**
Bourse du Travail - 44 Cours Aristide Briand
Bureau 101 - 33075 BORDEAUX cedex
05 56 91 80 54 - 06 82 26 09 03
cgteducaquitaine@yahoo.fr
Élu-es CAPA : eluscapa.cgteduc@gmail.com
06 95 00 80 31 - 06 46 82 68 47

■ CAEN

Christophe LAJOIE - **URSEN-CGT**
Maison des syndicats
29 avenue Charlotte Corday - 14000 CAEN
06 32 18 39 51
ursen.caen@orange.fr
Élu-es CAPA : sden14cgt-elucapa@orange.fr

■ CLERMONT-FERRAND

Michel GRANGIER - **URSEN-CGT**
Maison du Peuple
Place de la Liberté - 63000 CLERMONT-FERRAND
04 73 36 69 97
ursencgt@free.fr

■ CORSE

Jean-Marc CECCALDI - frodon.ceccaldi@wanadoo.fr
Patrick LASSERRE - cgteduc.corse@gmail.com
UD CGT Corse du Sud - Rés. Univ. Piopu - Bât. E - BP 572 -
rue du Commandant Biancamaria - 20189 AJACCIO cedex 2
04 95 10 50 70
UD CGT Haute Corse - Impasse Patrimoine - 20200 BASTIA
04 95 31 71 98 - Fax : 04 95 32 53 09
ud20b@cgt.fr

■ CRÉTEIL

Matthias PEREZ - **CGT Éduc'action Créteil**
Bureau des élu-es
11 rue des Archives - 94000 CRETEIL
01 41 94 94 15
contact@cgteduccreteil.org
Élu-es CAPA/CPC : elus@cgteduccreteil.org - 06 58 48 08 79

■ DIJON

Yasmina SOLTANI - **URSEN-CGT**
Maison des Syndicats
2 rue du Parc - 71100 CHALON-SUR-SAONE
03 85 46 09 07
ursen-dijon.cgt@wanadoo.fr
Élu-es CAPA : elus-cgt-dijon@cgteducdijon.org

■ GRENOBLE

Nathalie GELDHOF - **UASEN-CGT Éduc'action**
Bourse du Travail
32 avenue de l'Europe - 38030 GRENOBLE cedex 2
04 76 09 19 67
uasen-cgt.grenoble@wanadoo.fr
Élu-es CAPA : 06 70 36 52 70 et 06 14 26 90 22

■ LILLE

Brigitte CRETEUR - **CGT Éduc'action 59-62**
Bourse du Travail CGT
254 boulevard de l'Usine - CS 20111 - 59030 LILLE cedex
03 20 52 27 91 - Fax 03 20 52 76 92
acad@cgteduc-lille.org

■ LIMOGES

Véronique DUBUIS et Emmanuel ANGLERAUD
URSEN CGT Éduc'action
Maison du Peuple
24 rue Charles Michels - 87065 LIMOGES cedex
05 55 10 85 44
cgt.education.limousin@gmail.com
Élu-es CAPA : cgteluslimousin@gmail.com

■ LYON

Salah MBAREK - **CGT Éduc'action Lyon**
Bourse du Travail
Place Guichard - BP 120 - 69422 LYON cedex 3
04 78 62 63 60
educationcgtlyon@orange.fr

■ MONTPELLIER

Matthieu BRABANT - **CGT Éduc'action Montpellier**
Maison des Syndicats - 474 allée Henry II de Montmorency
34000 MONTPELLIER
06 77 81 34 83
cgteduc.montpellier@gmail.com
Élu-es Enseignant-es/CPE/COP/Pers. de Vie scolaire :
06 83 23 23 21 - 06 33 52 71 70 - 06 09 99 21 94
Élu-es Personnels de Laboratoire : 06 26 83 29 29 -
06 68 01 36 16

■ NANCY-METZ

Philippe KUGLER - **URSEN-CGT**
Comité Régional Lorraine CGT
10 rue de Méric - BP 42026 - 57054 METZ cedex 02
ou URSEN-CGT - 17 rue Drouin - 54000 NANCY
03 87 75 19 10 ou 06 85 12 91 94
kugler.metz@wanadoo.fr
Élus CAPA PLP :
Victor ALEM : 06 60 05 48 69 - alemcgt@gmail.com
Philippe ROUSSEL : 03 83 74 44 15 - phil.rousseau@yahoo.fr

■ NANTES

Karine PERRAUD, Hervé GUICHARD et Ifig LEBRETON
URSEN-CGT
Maison des Syndicats - CP n° 1
1 place de la Gare de l'État - 44276 NANTES cedex 2
Tél./Fax : 02 28 08 29 68 - 06 85 12 12 57
cgteduc-nantes@orange.fr
Précaires : 06 23 33 67 99 - cgteduc53@gmail.com
Agents adminis. : Hervé GUICHARD - 06 47 99 61 00
GRETA : Barbara FOUCHÉ - barbara.fouche@ac-nantes.fr
Élu-es CAPA PLP : 06 77 88 23 28

■ NICE

Joël DENNEULIN - **CGT Éduc'action Académie Nice**
UD CGT - 34 Bd Jean Jaurès - 06300 NICE
09 53 68 08 50
secretariat06@cgteducationnice.org
Élu-es CAPA : eluscapa.nice@ouvaton.org

■ ORLEANS-TOURS

Marie-Paule SAVAJOL
CGT Éduc'action Académie Orléans-Tours
1 rue du Colonel Montlaur - 41000 BLOIS
06 75 50 98 11 - cgteducot@gmail.com
Contacts élu-es CAPA :
- Dépts 18 + 45 :
Quentin SEDES - squentin@hotmail.fr - 06 88 93 07 05
- Dépt 28 :
Laure APCHER - cgt.educ28@gmail.com - 06 22 26 11 31
- Dépts 36 + 41 :
M-Paule SAVAJOL - cgteducot@gmail.com - 06 75 50 98 11
- Dépt 37 :
Thierry VAUTRIN - t.vautrin71@gmail.com - 06 51 00 57 34

■ PARIS

Catherine BARTOLI - **CGT Éduc'action Paris**
Bourse du Travail - Bureau 401
3 rue du Château d'Eau - 75010 PARIS
01 44 84 51 18
cgteduc75@gmail.com
Élu-es CAPA : 06 27 40 22 21 - 06 73 46 18 65

■ POITIERS

Bertrand VERHAEGHE (secrétaire général) et
Pascal LACOUX (co-secrétaire) - **URSEN-CGT**
10 rue Chicoutimi - Ma Campagne
16000 ANGOULEME
06 08 51 52 26 (B. Verhaeghe)
06 03 60 63 59 (P. Lacoux)
ursen.cgt.poitiers@free.fr

■ REIMS

Laurence CORPEL - **URSEN-CGT**
9 rue du Casino - 10440 TORVILLIERS
06 32 39 64 52
cgteduc.reims@orange.fr
Élu-es CAPA : contact@cgteducationreims.fr

■ RENNES

François-Philippe LECOULANT
URSEN CGT Éduc'action
31 Bd du Portugal - CS 90837 - 35208 RENNES cedex 2
02 99 79 38 69 - reperes5@wanadoo.fr
Resp. des élu-es : Jacques VAESKEN 06 33 10 45 06

■ ROUEN

Luc de CHIVRÉ - **URSEN-CGT**
Maison des Syndicats - 26 avenue Jean Rondeaux
76108 ROUEN cedex
02 56 03 68 14 - ursen@cgt76.fr
Élu-es :
- LP : 06 79 56 96 26 - eluscacpct@education7627.fr
- Collèges/LGT : 07 77 23 29 69
eluscertifiescgt@education7627.fr
- Écoles : 06 70 68 97 24 -
cgt.education76.ecole@orange.fr

■ STRASBOURG

Laurent FEISTHAUER - **CGT Éduc'action Alsace**
42 rue Firth - 67700 MONSWILLER
03 88 71 88 43 - 07 81 09 13 25 (portable)
cgteducals@wanadoo.fr - laurentcgt@free.fr
Élue CAPA : Corinne REYNETTE
corinnereynette@hotmail.com
03 88 66 50 15 - 06 99 79 70 27

■ TOULOUSE

Frédéric MARFAING - **CGT Éduc'action Midi-Pyrénées**
Comité Régional CGT Midi-Pyrénées
Place du Fer à Cheval - 31300 TOULOUSE
05 61 23 35 52 - 06 31 25 31 32 - Fax : 05 61 21 82 23
Mél : ursencgt.midipy@wanadoo.fr
Élu-es CAPA : eluscgtdeductoul@gmail.com

■ VERSAILLES

Marie BUISSON et Frédéric MOREAU
CGT Éduc'action Versailles
La Rotonde - 32/34 avenue des Champs Pierreux
92000 NANTERRE
06 40 16 79 39
cgteducversailles@gmail.com
Élu-es CAPA : eluscgtersailles@gmail.com

■ GUADELOUPE

Tony OZIER-LAFONTAINE et Gérard LUXEUIL
SEP-CGTM
4 Cité Artisanale de Bergevin - 97110 POINTE-A-PITRE
05 90 90 11 43 - 06 90 58 76 65 - Fax : 05 90 91 04 00
sep.cgtg@wanadoo.fr
Élu-es CAPA PLP :
Hélène ABISUR ARCON et Jean-Marc COLLIN

■ MARTINIQUE

Gabriel JEAN-MARIE et Roméo AGRICOLE
SMPE-CGTM
Maison des Syndicats
Jardin Desclieux - Porte 6 - 97200 FORT DE FRANCE
05 96 70 57 17 - 06 96 25 57 91
smpe.cgtm@wanadoo.fr

■ GUYANE

Michelle COUËTA - **STEG-UTG**
40 av. Digue Ronjon - BP 265 - 97326 CAYENNE cedex
0694 438 440
raymie.coueta@wanadoo.fr - steg.utg@gmail.com

■ LA RÉUNION

Patrick CORRÉ - **CGTR Éduc'action**
114 rue du G^{al} de Gaulle - BP 80 829
97476 SAINT DENIS cedex
02 62 90 93 40 - cgtr.education@ac-reunion.fr

■ MAYOTTE

CGT Éduc'action Mayotte
2 rue de la rocade à côté du Golden Loft
BP 140 - Kawéni - 97600 MAMOUDZOU
0639 21 75 05 - cgt.mayotte@gmail.fr
Élu PLP : Anthony ROUSSEAU 06 39 94 05 98
Élu Certifiés : Nicolas ROUCHON 06 39 67 02 19

■ POLYNÉSIE FRANÇAISE

Philippe VERDIÈRE
pv28061975@gmail.com

■ WALLIS et FUTUNA

Benoit KERN
benoit.kern@gmail.com
+681 72 17 22
BP 679 - Mata Utu - 98600 WALLIS et FUTUNA